Nov.-Décem. 1937 Prix : 2 fr. 50

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

BILAN

BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE LA
fraction italienne de la Gauche Communiste

45

SOMMAIRE

POUR LE VINGTIEME ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE.

LE FRONT POPULAIRE CONTINUE...

LE DROIT AU SOULEVEMENT ARME.

LA SITUATION EN BELGIQUE.

RESOLUTION DE LA C. E. DE LA FRACTION ITALIENNE DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE SUR LE CONFLIT SINO-JAPONAIS.

LE JAPON ET LA CHINE D'APRES LES STATISTIQUES (Gatto Mammone).

MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL. — Lettre ouverte à la R. W. L. (Fédération Américaine de la gauche communiste internationale.
Réponse de la R. W. L.

Rédaction-Administration : Albert BOYER, 15, rue de Prague, Paris (12)
Compte chèques postaux : Boyer, Paris, 171.74.

BILAN

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction italienne de la Gauche communiste

N° 45

Pour le XX^e anniversaire de la Révolution d'Octobre

Ce n'est pas la première fois — et ce ne sera pas la dernière — que les circonstances historiques apportent un bouleversement total des choses et qu'il faille commémorer l'anniversaire de la plus grande révolution sociale de notre siècle, au moment où la guerre impérialiste inscrit sur les cadavres ouvriers, le bilan capitaliste d'une période de liquidation d'une vague révolutionnaires. La Russie de 1917 n'est plus depuis de nombreuses années: la substance s'est modifiée et celle de 1937 marche la main dans la main avec tous les bourreaux du régime bourgeois qui claironnent leur victotire sur les champs de bataille d'Europe et d'Asie.

Le bouleversement des événements est si important, la modification de substance si profonde, qu'il faut commencer, lorsqu'on veut commémorer l'assaut de 1917, par se désolidariser en bloc de tout ce qui existe, de tout ce qui se passe aujourd'hui en Russie.

Octobre était la bataille du prolétariat international; la Russie de Staline c'est la guerre d'Espagne, la guerre de Chine. La prise du pouvoir par les bolchéviks c'était la dictature du prolétariat axée sur la révolution dans tous les pays; aujourd'hui c'est la dictature du capitalisme par le truchement de la dictature centriste.

Il importe donc, pour le vingtième anniversaire de la révolution russe, de séparer deux choses dont l'opposition est actuellement manifeste. D'une part, ce que le prolétariat russe a transmis aux ouvriers de tous les pays pour mieux gravir le dur chemin de leur émancipation; d'autre part, l'évolution des situations dans la Russie d'aujourd'hui qui se relie étroitement à la situation que connaissent tous les Etats capitalistes, qu'ils soient démocratiques ou fascistes.

La conception essentielle qui doit nous guider pour réagir contre ceux qui veulent faire de la faillite de la Russie la faillite du communisme (et donc du marxisme), c'est que les institutions étatiques que le prolétariat se donne, dans la phase de transition entre la société capitaliste et la société sans classes, ne représentent jamais sa conscience de classe qui reste et évolue seulement dans le parti, l'Internationale; qui peut être bannie de ces institutions mais qui, toujours, trouvera dans les contrastes sociaux l'impulsion nécessaire pour se donner la charpente que permettent les conditions de la lutte des classes. L'Etat prolétarien peut dégénérer et acquérir la même fonction que les Etats capitalistes, le programme révolutionnaire ne dégénèrera jamais, pourvu que surgisse un organisme de classe affirmant la continuité programmatique de la lutte révolutionnaire, car il n'est pas possible que les contrastes de la société capitaliste « dégénèrent »: ils aboutiront à la solution capitaliste: la guerre, ou à la solution prolétarienne: la révolution.

Dire qu'aujourd'hui l'esprit d'Octobre 1917 vit, s'élève dans les fractions de la gauche communiste, c'est tracer le bilan prolétarien de ces vingt années écoulées, c'est aussi comprendre et poser les fondements pour résoudre les problèmes qui ont permis au capitalisme mondial d'étrangler la révolution russe.

Mais pourquoi les fractions de gauche et non Trotsky ou d'autres caméléons soi-disant communistes? Parce que, seules, elles prouvèrent, au travers du cycle des guerres impérialistes, qu'elles purent affronter les problèmes de la révolution communiste de demain, parce que, seules, elles eurent la force et la capacité de ne pas trahir les intérêts de la classe ouvrière. Leurs positions envers la guerre d'Espagne et de Chine, bien plus que leurs études théoriques sur le rôle de l'Etat prolétarien dans la révolution prolétarienne, ont fait comprendre aux prolétaires avancés qu'elles étaient dans la bonne voie pour ne pas répéter les erreurs qui ont fait de la Russie le champion de la réaction au même titre que l'Italie ou l'Allemagne.

Et pourtant, sans ces études, jamais les fractions n'auraient pu s'élever à la hauteur des nouvelles circonstances et comprendre que les socialisations d'Espagne avaient autant de valeur que les collectivisations de Staline, alors que ce qui importait, c'était de lutter pour détruire l'Etat capitaliste à Barcelone, comme l'essentiel est d'opposer aux plans quinquennaux, aux gigantesques industries socialisées de la Russie, un programme de destruction de la dictature centriste où les ouvriers misent sur l'élévation de leur conscience de classe, leur liaison avec la lutte des ouvriers dans tous les pays, l'amélioration de leurs conditions d'existence. Si les fractions de gauche n'avaient pas compris que la dictature du prolétariat signifie non pas l'abrutissement industriel des ouvriers au nom d'un socialisme situé dans l'au-delà, mais l'amélioration de leurs conditions d'existence comme élément correspondant de l'élévation de leur conscience de classe, elles seraient peut-être tombées dans le panneau des « socialisations » espagnoles, lesquelles devaient inévitablement pousser (d'après les « communistes de gauche »), à la lutte pour la destruction de l'Etat capitaliste.

Ceux qui ont trahi lors de la guerre d'Espagne sont donc passés du côté où se trouve la Russie de 1937 et s'ils n'ont pas la logique de Trotsky, qui défend la « révolution espagnole » pour le côté formel des événements et qui ne voit pas la substance ; qui défend la Russie parce que l'exploitation des ouvriers s'y effectue sous des formes économiques « socialisées », c'est bien parce qu'un cerveau de militant qui s'effondre devant des événements ne peut pas, d'un coup, réaliser une continuité dans sa pensée et que les choses du passé continuent à peser sur ses épaules.

Mais nous ne pouvons pas seulement nous borner à marquer la signification du vingtième anniversaire de la révolution russe, au point de vue des fractions de la gauche communiste. Il s'agit aussi de faire surgir de la situation actuelle l'opposition entre le bagage légué aux fractions par Octobre 1917 et la fonction présente de la Russie Soviétique au point de vue de la lutte des classes dans tous les pays.

Deux choses apparaissent immédiatement: en Union Soviétique même, les ouvriers connaissent une dictature sanglante où la marche vers l'industrialisation (pour la guerre) est jalonnée de flaques de sang. Le prolétariat russe a donné tout ce qu'il pouvait donner au prolétariat mondial et son épuisement historique permet d'autant mieux à la réaction centriste de s'abattre sur lui sans que surgissent des phénomènes d'élaboration de conscience au sein des ouvriers avancés. L'exemple typique de la dégénérescence de l'Opposition russe confirme bien cette appréciation.

Comme régime social, le centrisme a innové une forme nouvelle de la domination capitaliste qui rejoint celle du fascisme et dépasse celle du Front Populaire. La lutte des ouvriers en Russie est bien plus difficile qu'en Italie ou en France, car les problèmes qu'ils doivent affronter (lutte pour la révolution prolétarienne dans les conditions de l'économie « socialisée ») demandent une cristallisation des

objectifs de la lutte des classes au point de vue international, ce qui, seulement, peut leur faire comprendre que la « construction du socialisme » est, en réalité, la construction de leur tombeau.

Cependant, au point de vue mondial, la participation de la Russie à la S.D.N., au Comité de non-intervention d'Espagne, à la Conférence de Bruxelles des IX Puissances — et plus particulièrement la part active qu'elle prit aux événements espagnols et qu'elle prendra aux événements chinois — nous montre qu'elle est certainement le facteur le plus important pour étouffer les explosions de la lutte de classe que les situations de guerre pourraient voir surgir des souffrances ouvrières.

Si, dans la situation tendue que nous vivons, alors que le fer et le feu ravagent des pays entiers, que des générations d'ouvriers sont fauchées par la mitraille impérialiste, des réactions prolétariennes peuvent être étouffées sous les cris « d'agents du fascisme », c'est grâce à l'action de la Russie que nous le devons ; si des prolétaires peuvent être massacrés en Espagne « antifasciste » ou dans les régions « soviétisées » de la Chine, c'est toujours sous le drapeau de « l'Etat socialiste » que cela peut s'effectuer.

Ce n'est pas seulement comme élément intervenant pour écraser les bourrasques sociales que la Russie montre sa fonction contre-révolutionnaire (quand même en juillet 1936 elle se tint coi de même que son agence du Psug pour laisser agir les anarchistes et le Poum), mais c'est surtout comme digue à toute éruption sociale, comme répression préventive, qu'elle agira. Il est probable que demain, lorsque la tempête révolutionnaire éclatera en Italie, que la Russie s'abstienne d'intervenir brutalement dans la première période des événements, afin de ne pas déterminer une trop brusque compréhension ouvrière de son rôle de laquais sanglant du capitalisme.

Dans la situation que nous vivons dans tous les pays, l'action de la Russie, des partis centristes, du Front Populaire, expliquent pourquoi, dans le tourbillon des événements actuels, le prolétariat ne peut pas s'insurger en Italie et dans les autres pays, afin d'opposer à sa destruction par le capitalisme la destruction de la société de ce dernier.

Vingtième anniversaire de la Révolution d'Octobre? Ah! Oui! Mais aussi appel aux prolétaires de tous les pays à comprendre les enseignements de cette tragédie historique qui fait de la Russie le pôle de la contre-révolution et des fractions de gauche, si petites, si peu nombreuses, calomniées par tous les porte-parole de la continuité révolutionnaire et les guides pour la révolution de demain.

Anniversaire de la Révolution russe! Mais solidarité avec les millions d'exploités russes, solidarité avec toutes les victimes prolétariennes du centrisme, avec tous les emprisonnés ouvriers. Ceux-là, notre fraction les salue, comme elle ne peut manquer d'associer à eux le nom de Calligaris, victime du fascisme et du centrisme, à tous ceux qu'au nom de la réaction capitaliste mondiale, les bourreaux soviétiques ont frappé et frappent depuis quelques années.

Le front populaire continue

Il va de soi que la machine électorale bourgeoise ne peut nous donner des indications sur les courants sociaux réels qui se dessinent au sein d'un pays capitaliste, particulièrement dans la phase de déclin du régime.

Ainsi, on se rappellera qu'au Japon la guerre contre la Chine est précédée d'élections de « gauche » ; que dans bien de pays balkaniques les élections de gauche sont généralement les signes avant-coureurs de la réaction capitaliste et, en France même, les élections de « gauche » marquent l'aspect que prend l'attaque de la bourgeoisie dans les phases convulsées de la dépression économique permanente.

Les élections cantonales en France, tout comme les élection législatives de 1936, furent donc bien de gauche. Le Front Populaire a maintenu ses positions et, comme en 1936, les masses ont voté partout « capitalisme ». La situation en France est telle qu'il n'est possible aux ouvriers de poser un geste de classe qu'en se refusant, actuellement, de participer à toutes ces manifestations électorales où il n'existe qu'un choix : marcher avec les forces de gauche de la bourgeoisie ou avec les forces de droite et il va de soi qu'aucun geste ne serait ici « progressif ».

Le problème que l'on peut, à juste titre, se poser est le suivant : il existe un mécontentement sérieux au sein de la classe ouvrière. La vie augmente, les arbitrages empruntent le chemin de Rambouillet, non celui du recours immédiat aux forces répressives pour obliger les ouvriers à accepter les positions patronales, mais celui des lenteurs de l'arbitrage qui permettent quand même au patronat de faire respecter la « pause ». Les rajustements des salaires ne s'effectuent plus (le mouvement des services publics et des fonctionnaires nous montre les digues rencontrées pour déclencher quoi que cela soit) et malgré toute cette situation le Front Populaire a la satisfaction de pouvoir constater qu'il conserve ses positions et que dans toutes les manifestations de la vie de l'Etat capitaliste, tous les courants sociaux restent rattachés à sa politique.

L'explication peut résider dans ce fait essentiel : les masses protestent dans leurs syndicats pour améliorer leurs conditions d'existence que Chautemps ramène au niveau antérieur ; elles veulent le maintien des 40 heures que le patronat rogne systématiquement. Que font les bonzes socialo-centristes ? Ils accolent aux revendications ouvrières la guerre d'Espagne ou de Chine et ainsi ils ont la conviction que si des cris d'hostilités surgissent dans les assemblées contre « leurs » arbitrages, au moins tous les ouvriers applaudiront la lutte pour la réouverture de la frontière des Pyrénées, l'envoi d'armes en Espagne et en Chine, le boycott des produits japonais. Et si alors ils diront aux ouvriers de la métallurgie parisienne (ce bastion important de la concentration prolétarienne) qu'il faut activer la production des armes pour les besoins de la défense de la France contre l'Italie et l'Allemagne ou pour pouvoir fournir des munitions aux armées étrangères de l'antifascisme ; ou bien qu'il ne faut pas déclencher des grèves mais tout au plus des manifestations pour activer les arbitrages (qui durent des mois) car ces traitres savent qu'ainsi ils mettront les ouvriers dans l'impossibilité de poser des gestes de classe conséquents.

Tout le mystère de la situation est là : aujourd'hui les ouvriers ne peuvent pousser leur mécontentement revendicatif en avant que s'ils commencent par dire qu'ils veulent lutter aux côtés des ouvriers espagnols et asiatiques pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile ; que s'ils opposent aux motions de solidarité avec les brigands « antifascistes » des motions demandant des grèves de solidarité avec les prolétaires massacrés, des grèves de défaitisme consistant dans le refus du transport des armes pour toutes les bourgeoisies, républicaine ou fasciste, nationale ou impérialiste. A défaut de cela, les ouvriers malgré leur mécontentement devront graviter dans l'orbite des forces capitalistes et le Front Populaire pourra continuer.

Il faut donc bien s'entendre : il ne s'agit pas de dire « les ouvriers sont et restent Front Populaire malgré les difficultés de la situation » mais bien « les ouvriers ne trouvent pas le chemin pour relier leurs luttes revendicatives aux problèmes de la situation de guerre » et c'est pour cela qu'ils restent les prisonniers des socialo-centristes. C'est tellement vrai que ces derniers doivent accompagner toute leur action, d'appels à la répression contre les éléments révolutionnaires (les soi-disant trotskistes) ou permettre à des polichinels genre Pivert de revendiquer pour le parti socialiste la position de sortie du Gouvernement Chautemps pour lutter en vue... d'une révolution à base parlementaire.

Au point de vue de la situation d'ensemble, le capitalisme français traverse maintenant une période de difficultés économiques qui résident un peu dans l'insuffisance du marché de la guerre qui est pourtant l'axe de son économie de guerre. L'impérialisme français n'a cessé de réarmer depuis la guerre et ne pouvait pas se lancer dans des plans quinquennaux ou triennaux comme l'ont fait l'Allemagne ou l'Angleterre. D'autre part, la structure du capitalisme français où la zone agraire joue encore un certain rôle, où la petite industrie occupe encore des sphères importantes, rend plus difficile la mise sur pied d'une économie de guerre où c'est l'industrie lourde qui joue le premier rôle. Enfin, les mouvements ouvriers qui ont accompagné le Front Populaire et « ses réformes de structure » ont obligé la bourgeoisie à engloutir rapidement les bénéfices des différentes dévaluations, d'autant plus que la « grève des capitaux » sous le double signe des mouvements ouvriers et des bénéfices supérieurs offerts par le réarmement des autres pays, était un fait que l'on ne pouvait pas « réprimer » à coups de décrets.

Le Gouvernement Chautemps a affronté la situation d'une façon plus décisive que Blum en affirmant la nécessité de faire face sérieusement aux mouvements ouvriers et d'exploiter mieux le marché intérieur et international offert par la guerre impérialiste en cours (Espagne, Chine). Chautemps c'est le Front Populaire essayant d'adapter la situation (au point de vue économique et des luttes de classe) à une situation d'économie de guerre, comme Blum fut le Front Populaire mettant sur pied les bases de cette économie. Si dans la première période consécutive à Juin 1936 il fut nécessaire de passer par le rajustement des salaires, les 40 heures, les congés payés, dans le seconde période il faut « adapter » ces choses au rythme de l'économie, en premier lieu en rasant les mouvements ouvriers et en décongestionnant un peu le marché de la guerre.

Compressions de tout ordre, arbitrages lents et parcimonieux, répression des mouvements ouvriers et commerce de guerre plus intense, voilà le chemin que l'on suit. Et comme l'industrie métallurgique joue ici un rôle primordial il s'agit de l'encadrer sérieusement, car l'intensité du travail peut représenter un élément favorable au déclenchement de luttes ouvrières. On jettera parfois une miette aux ouvriers, mais de toute façon on arrivera à empêcher tout mouvement de grève. Ainsi, en métallurgie l'arbitrage après quatre mois donnera à peine 6 p. c. aux ouvriers alors que d'après les centristes la vie aurait augmenté de 11 p. c. Dans le bâtiment la même chose. Par respect pour la loi, la C.G.T. acceptera l'arbitrage et canalisera la colère ouvrière d'abord derrière une promesse de « protestation de 24 heures », puis avec un arrêt de travail d'une heure seulement en métallurgie. On protestera uniquement contre les « lenteurs » de l'arbitrage.

Ah ! oui, le Front Populaire continue et les ouvriers ne parviennent pas à se dégager de l'ornière pour déclencher des mouvements de classe.

Au point de vue de la situation politique, le Congrès Radical-Socialiste, le Conseil National S.F.I.O. et le Congrès de l'Alliance Démocratique de Flandin ont montré qu'autant les forces du Front Populaire que celles de « l'opposition à sa majesté » préféraient maintenir le statu quo et laisser faire Chautemps et son ministre des Finances, Bonnet. Les radicaux-socialistes plutôt que de discuter les problèmes de la situation intérieure, de réagir contre le fait que la discipline « républicaine » leur avait fait faire les frais de succès électoraux du Front Populaire, ont préféré masquer les choses avec un grand discours de ce magistral démagogue qu'est Herriot sur la situation internationale. L'essentiel n'est-il pas de maintenir l'Union Sacrée qui est quand même une condition de la « reprise économique » basée sur les armements? Maintenir « la pause » avec Chautemps, mais maintenir les ouvriers dans les tenailles du Front Populaire, voilà ce qui leur apparaît comme la seule issue à la situation actuelle. Et si l'on prend le parti d'opposition de Flandin c'est à peu près la même chanson. Raynaud fera bien le procès de la politique financière du Front Populaire, redira que la dévaluation s'est faite trop tard (comme si le capitalisme pouvait toujours choisir les meilleures circonstances pour effectuer ses manœuvres monétaires) mais en conclusion on glorifiera le soutien de « la pause » et l'union de tous les Français qui se ferait s'il y avait un danger extérieur.

A la S.F.I.O., la seule note qui jettera un peu de troubles seront les événements au Maroc. N'est-ce pas Blum lui-même qui nomma le général Noguès qui vient de s'illustrer avec le massacre d'exploités marocains? Et les événements qui viennent de se dérouler dans les colonies, où les troupes françaises sont intervenues partout, à Fez, à Rabat, à Marakech, pour rétablir l'ordre, où une saignée de sang « Front Populaire » a été faite, ne pourraient-ils pas ouvrir les yeux aux exploités français? Il fallait donc donner à ces événements une teinte « ouvriériste ». L'« Humanité » se chargera de donner la chasse aux « agents du fascisme » qui sont aussi les paysans marocains en quête d'eau pour leurs terres desséchées par des colons rapaces. Blum s'en est tiré encore une fois — au sujet de ces problèmes comme pour les autres — en faisant, comme Herriot, de la démagogie sur la situation internationale. Les socialistes comme les radicaux sont mécontents du Front Populaire, mais il faut qu'il continue car c'est la seule politique correspondante aujourd'hui aux intérêts du capitalisme. Les discours « révolutionnaires » de Pivert ne sont dans ces débats que le poivre que l'on jette sur la salade confusionniste et d'ailleurs l'on préféra ce poivre à celui de Daniel Guérin qui eut son mandat invalidé afin que, comme délégué du Maroc, il ne puisse commettre une maladresse gênante pour Moutet, qui est quand même ministre des Colonies.

Le Front Populaire tient solidement, mais les événements l'obligent chaque jour à effectuer des contorsions qui indiquent que la situation n'évolue pas vers un mieux. Aux colonies, c'est le massacre impitoyable des exploités qui, il y a un an, étaient conviés à de grandes manifestations « populaires » et que l'on appelait à applaudir le général Noguès. En France, ce sont les arbitrages de quatre mois et la compression des conditions de vie des ouvriers (la politique de Chautemps envers les fonctionnaires, marque comme c'est la tradition en France, la politique générale que l'on entend suivre envers les ouvriers et cette politique est caractéristique ainsi que le prouvent les protestations des fonctionnaires).

Nous l'écrivions il y a plusieurs mois : dès que l'Exposition fermera ses portes, que les lampions seront éteints, la réalité sociale apparaîtra, nue, avec tous ses problèmes et les coups décisifs pour qui le terrain aura été préparé pourront être donnés efficacement.

Le Front Populaire continue... mais jusqu'à quand?

Le droit au soulèvement armé

Dernièrement, le « Frente Libertario » (26 octobre) écrivait en tête de son éditorial : « Que personne n'attise la colère populaire, parce que le peuple trompé et bafoué dispose toujours d'une arme terriblement efficace et terriblement dangereuse : le soulèvement armé ».

Que se passe-t-il donc pour que les anarchistes, après un an et demi de guerre capitaliste, découvrent qu'il existe un chemin que les exploités pourraient emprunter pour lutter contre le gouvernement républicain? Tout d'abord, une situation économique où le poids de la guerre commence à peser sur les masses qui en font tous les frais. Ensuite, une répression permanente de Negrin contre les ouvriers révolutionnaires. Enfin, des « trahisons » trop flagrantes de généraux républicains qui n'ont qu'une seule tâche, laisser le plus possible d'ouvriers sur les champs de batailles.

Oh! que l'on ne s'y méprenne pas : les anarchistes madrilènes qui écrivent des choses si extrêmes n'ont pas du tout l'intention d'emprunter le chemin de la lutte des classes. Ils avertissent le gouvernement qu'au sein des masses existe cette disposition alors que pour leur part, ils sont disposés « par tous les moyens d'influence morale qu'ils ont à leur disposition d'empêcher que cela (la disposition parmi les masses au soulèvement. N.D.R.), qui apparaît aujourd'hui comme possible, se convertisse demain en une réalité douloureuse ». Ces gens veulent donc « ouvrir les yeux » à Negrin, probablement pour qu'il recourre à d'autres moyens (lisez à leurs bons services) pour continuer la guerre.

Ainsi se trouve confirmé ce que nous écrivions dans le dernier numéro de la revue : il existe aujourd'hui une lassitude parmi les ouvriers espagnols et la répression gouvernementale, la terreur centriste n'y changeront rien. Le fait que la campagne « antifasciste » autour des mineurs asturiens n'ait presque pas donné de résultats et que Gyon soit tombée sans remuer les couches ouvrières qui ont laissé les socialo-centristes cracher leurs calomnies sur « l'indiscipline » des ouvriers asturiens « cause de la défaite », est déjà un symptôme marquant de l'état de la situation en Espagne.

D'ailleurs, la fuite de Negrin à Barcelone, contre prolétarien de l'Espagne républicaine; prouve que la bourgeoisie veut éviter des aventures du type de Mai et être en condition d'étouffer de suite les mouvements prolétariens.

Ce qui aujourd'hui tient debout tout l'appareil de la guerre, tant du côté de Negrin que de Franco, c'est bien plus la situation internationale que les problèmes propres à l'Espagne. Eden, dans son grand discours aux Communes, a bien mis en évidence que les républicains comme les nationaux étaient ravitaillés, malgré la non-intervention, les patrouilles navales en Méditerranée, presque dans la même mesure. Ainsi, Londres fournit des capitaux dans la même proportion à Negrin et à Franco. La Russie fournit à l'Espagne (qui est devenue son premier client) tout le matériel belliqueux nécessaire, sans oublier le pétrole qu'elle fournit à l'Italie pour compte de Franco. L'Allemagne, l'Italie vendent à Franco ce qu'il lui faut et, officieusement, la France et la Grande-Bretagne ne manquent pas de participer aux envois à ce nouveau marché. Quand Eden envisage la reprise du commerce ouvert avec Franco, il ne vise qu'à supplanter les produits allemands et italiens, en somme à légaliser une situation de fait.

Encore dernièrement, une note non démentie officiellement, était publiée par le « Journal » où il était question d'envoi de wagons de blé (en transit ou de provenance italienne?) qui avaient été expédiés à Port-Bou afin que le gouvernement Negrin

en prenne possession. C'est que le commerce capitaliste n'est ni fasciste, ni antifasciste : il est profit tout court.

Le marché de la guerre espagnole est nécessaire à tous les Etats capitalistes (y compris la Russie) qui peuvent y greffer un peu leur « reprise économique », sans compter l'exutoire formidable qu'il est pour l'Italie ou l'Allemagne et pour l'Union Sacrée qui existe dans tous les pays.

Le prolétariat espagnol a le droit au soulèvement armé contre les brigands impérialistes qui de concert avec ses bourreaux le martyrisent. Ce droit c'est l'histoire qui le lui donne car lui seul a la fonction de renverser violemment la société capitaliste et d'instaurer un nouvel ordre. Ce n'est pas en adjurant jusqu'au bout le gouvernement de Negrin, qu'enfin lassé il devra le prendre, mais de suite, pour faire cesser la guerre capitaliste et lutter pour sa révolution. En empruntant ce chemin, les ouvriers espagnols auraient à leurs côtés les exploités du monde entier qui déclencheraient leur bataille contre fascisme, Front Populaire, centrisme, contre toutes les formes de la domination capitaliste.

La situation en Belgique

Lorsque le gouvernement Van Zeeland déposait, il y a plus d'un an, le bilan de l'Union Sacrée, des difficultés surgisaient pour la « reconduction » du programme de concentration nationale qui avait permis à la Belgique de traverser sans de grands remous sociaux, le cap de la dévaluation et de l'attaque frontale contre le prolétariat. Sous le couvert de discussions, au sein des trois partis, le P.O.B., les catholiques, les libéraux, au sujet de la réforme de l'Etat et de l'organisation des professions, se dissimulait la nécessité de pousser de l'avant l'attaque bourgeoise dans des conditions où le conflit éthiopien avait jeté de la lumière sur les situations tumultueuses dans lesquelles allait entrer le capitalisme de tous les pays.

Les grèves spontanées de Juin 1936, coïncidant avec une première crise gouvernementale, eurent pour effet de remettre debout la vieille combinaison Van Zeeland et la crainte de la bourgeoisie lui fit remettre à plus tard ses projets.

Le déclenchement de la guerre d'Espagne, la nouvelle phase d'Union Sacrée dans laquelle on entra sous l'effet de ses répercussions dans chaque pays, firent de Van Zeeland un précieux champion de « l'antifascisme », ce qui n'était que le masque jeté sur une politique allant se baser presque exclusivement sur l'exploitation économique par la Belgique du nouveau marché international de la guerre.

Mais la phase de saturation de la production de guerre qui atteignit son point culminant au moment même où, heureusement pour le capitalisme, éclatait la guerre en Chine, se traduira par une phase de difficultés qui en Belgique, pays essentiellement industriel, se feront fortement sentir. Certes, les ouvriers seront comprimés par le lourd appareil des partis traditionnels, mais il n'en subsistera pas moins un mécontentement que les partis de la bourgeoisie tenteront de comprimer. Les projets de réforme de l'Etat et de la légalisation des syndicats reviendront à la surface et de longues discussions se feront partout.

Le dernier Congrès de la Commission Syndicale (réformiste) gravitera autour de ces problèmes, c'est Rens, commissaire socialiste à la « Défense Nationale », qui sera rapporteur et le fait est peut-être plus qu'une simple coïncidence. Mais ce Congrès ne pouvait que discuter du problème, sans arriver à une solution nette car il valait mieux laisser « mûrir » les projets par les manœuvres « des camarades ministres », que de mettre en méfiance les ouvriers par des positions claires à ce sujet.

La situation était alors caractérisée par une lassitude des ouvriers coïncidant un peu, au point de vue international, avec une lassitude envers le battage antifasciste pour la guerre. L'absence de mouvements de classe ne permettait pas aux partis du capitalisme d'aboutir à une décision nette sur les problèmes centraux de la réforme de l'Etat et de l'organisation professionnelle. Pour les socialistes, il s'agissait de légaliser l'état de fait, alors que les catholiques et les libéraux voyaient dans la lassitude ouvrière un élément favorable pour faire de ces deux problèmes un point de départ pour une transformation plus radicale des conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière. Tous les partis avaient cependant un élément commun : l'opinion qu'il était encore possible d'accomoder, au travers de certaines transformations, les organisations syndicales au système capitaliste. Une destruction des syndicats ne devenait concevable que si une réaction gigantesque des prolétaires mettait en danger les projets de réformation de la bourgeoisie belge. C'est dans cette période qu'éclate le scandale de la Banque Nationale et que REX refait son apparition.

De quoi s'agit-il ? D'une simple campagne alimentée par les milieux capitalistes pour déterminer une atmosphère propice à une rapide réorganisation des rouages de l'appareil de domination capitaliste. REX n'est ici qu'un simple pion, sorte d'épouvantail que l'on gonfle et dégonfle à volonté, pour obtenir une modification qu'il devenait difficile d'opérer par les voies parlementaires légales. Van Zeeland que, en avril, était le champion de l'antifascisme contre REX, doit démissionner après avoir été compromis dans une affaire de « cagnotte » où, comme d'autres gouverneurs de la Banque Nationale, il avait puisé largement. Le scandale de la Banque Nationale, qui devint vite un scandale financier, est admirablement exploité par le capitalisme et c'est ainsi que l'on aboutit à la crise actuelle. Des trois tentatives qui furent tentées pour constituer un gouvernement se dégagent une série d'éléments extrêmement caractéristiques. De Man échoue devant l'opposition libérale qui ne veut pas des réformes de structure du père du Plan du Travail. Pourtant ce dernier, dans son grand discours d'Anvers, avait mis en évidence que le P.O.B. n'était plus un parti de classe mais le parti de la nation ; que la force répressive du capitalisme devait, dans la communauté nationale belge, être dénommée par toutes les classes « notre gendarmerie et notre armée ». Pierlot, représentant de la droite catholique, ancien ministre de l'Intérieur connu pour ses velléités ultra réactionnaires, échoue devant l'opposition des socialistes qui craignent un sursaut des ouvriers. Spaak essaiera bien de constituer le « gouvernement de la bonne humeur », maix l'ex-chef de la gauche socialiste, qui aura pourtant donné d'amples garanties sur son conservatisme social, échouera devant l'impossibilité où le mettra le Conseil Général du P.O.B. de constituer un gouvernement trop ouvertement « Socialisme National » et sous la tutelle de De Man. Tous les partis proclameront cependant leur accord sur « le programme » et la crise apparaîtra comme une crise de « personnalités ». Le président du Bloc Catholique Belge clarifiera la situation en déclarant publiquement qu'après tout un gouvernement à direction socialiste, malgré sa bonne volonté, ne donnerait pas assez de garanties pour l'organisation professionnelle.

Mais l'échec des divers « formateurs », la période d'attente actuelle a une signification : il faut préparer l'opinion à un programme gouvernemental d'extrême droite avec un personnel qui soit autant que possible fourni par les trois partis. Ce qu'il faut, c'est une plateforme d'extrême droite, avec un personnel d'Union Sacrée, sachant combiner la violence étatique avec les discours démagogiques ; enfin, qui accorde l'organisation sociale à la phase d'économie de guerre.

La Belgique est donc toujours sans gouvernement, mais la bourgeoisie a déjà fixé les lignes de la politique qu'elle va suivre, elle sait à quoi elle devra faire face, et la crise actuelle mûrit la base du cabinet qu'il lui faut, celui de la réforme de l'Etat et de l'organisation des professions.

Résolution

de la C. E. de la fraction italienne de la gauche communiste internationale sur le conflit sino-japonais

1. — L'application de la politique communiste à des événements qui, comme ceux de Chine et d'Espagne, bouleversent le monde entier, doit se baser sur les lois fondamentales de l'évolution du régime capitaliste et de la lutte du prolétariat pour abattre ce régime, lois qui arrivent à un degré extrême de leur manifestation au travers des situations actuelles.

Le contraste entre le progrès incessant de l'instrument de production et les rapports sociaux d'une société donnée, ce moteur de l'évolution historique, n'éclate pas à cause de l'inexistence de nouveaux territoires où la nouvelle technique pourrait évincer la précédente. Il éclate à cause de l'explosion des bases antagonistes de la société capitaliste dans les pays fondamentaux de l'économie mondiale.

Le régime capitaliste se présente, à l'intérieur de chaque Etat, et dans le domaine international, comme un composé de formes hautement développées de l'économie industrielle et de formes de gestion économique propres aux rapports sociaux du type féodal ou même esclavagiste. La contradiction fondamentale du régime étant celle qui rend impossible la réalisation de la plus-value dans le marché capitaliste, la bourgeoisie est portée non point à universaliser le type de son régime, mais à sauvegarder l'existence des puissants étançons que sont les immenses territoires coloniaux et semi-coloniaux où les régimes de production pré-bourgeois ne donnent pas lieu à l'éclosion des contrastes propres au mode capitaliste de production.

Cependant, aucune force ne peut indéfiniment arrêter l'expansion mondiale de la technique industrielle de la production et le socialisme apparaît toujours plus comme le seul aboutissant des tragiques situations actuelles. Le prolétariat, qui est le porteur historique de l'universalisation de l'économie industrielle est aussi le véritable objectif sur lequel tirent solidairement les diplomates assemblés à la Conférence de Bruxelles, les canons japonais et chinois, tout comme pour l'Espagne, c'est le capitalisme mondial qui tire sur le corps du prolétariat ibérique et de tous les pays.

2. — L'Asie et sa colonisation ont accompagné l'essor triomphal du régime capitaliste à l'échelle mondiale. Sur un plan extrêmement plus vaste que pour les mers et océans contournant l'Afrique et où les antagonismes inter-impérialistes ont pu être cloisonnés, car il s'agissait de la prédominance sur des marchés de matières premières, le Pacifique représente l'enjeu des convoitises des impérialismes fondamentaux, car il donne accès à d'immenses territoires où peut s'écouler la production débordant les cadres des régimes capitalistes métropolitains.

En suivant l'évolution ultérieure de la société capitaliste, le problème du Pacifique n'aurait pu se poser que sous l'angle de la guerre entre l'Angleterre, ayant depuis un siècle étendu sa domination en Asie, et les Etats-Unis, poussés par leurs intérêts naturels à conquérir les débouchés asiatiques, particulièrement après que l'Afrique eût été partagée. Dans la courbe de cette évolution, le Japon n'aurait pu figurer que comme tierce puissance reléguée à la portion congrue. C'est ainsi que la situation apparaissait lors de la signature, le 6 février 1922, du Traité de Washington » pour l'indépendance de la Chine », et c'est là aussi que se trouve le fondement de la politique américaine « pour la Porte Ouverte en Chine ».

Si les situations actuelles posent autrement le problème du Pacifique, sans révéler la tendance à l'éclosion de l'antagonisme essentiel entre l'Angleterre et les Etats-Unis, cela est imputable aux caractères mêmes de la phase de déclin du régime capitaliste mondial n'ayant plus devant lui d'horizon de développement. Il ne peut que se diriger vers une seule voie: contrecarrer la transformation industrielle de l'économie asiatique et écraser le prolétariat de ce continent, celui des pays métropolitains, ainsi que

les paysans qui, serfs ou esclaves, vivent une vie de bêtes aussi bien dans les pays faisant partie de la Russie Soviétique asiatique, que dans ceux compris dans la Chine Soviétique, le Japon, la Chine, les Indes, l'Indochine, la Mandchourie et dans toutes les zones dépendant directement ou indirectement de l'impérialisme étranger et de la bourgeoisie indigène.

La tendance à rechercher un compromis entre les intérêts des impérialismes antagonistes en Asie ne signifie point leur élision, mais manifeste le cours historique actuel de la solidarité (de la loi de cette solidarité) des capitalismes de tous les pays et de la bourgeoisie asiatique contre l'avènement de la révolution communiste qui, seule, peut hisser l'Asie à la fonction d'un continent industrialisé.

L'Asie révèle une caractéristique fondamentale analogue à celle qui domine en Amérique du Sud, en Australie, en Afrique. Ces pays, qui ont accompagné le triomphe de la bourgeoisie en Europe et dans les Etats-Unis, ne dégagent pas une bourgeoisie ayant le rôle et la possibilité de fonder un régime capitaliste balayant les rapports de production esclavagistes, féodaux, mais une bourgeoisie qui devra laisser subsister ces derniers, y ériger sa domination à l'écart des impérialismes des autres pays (Japon), en collaboration avec eux (Chine), ou, enfin, en dépendance de l'un d'eux (Indes, Indochine, etc.).

La transformation de l'économie sur des bases industrielles s'est faite en Europe au travers des révolutions bourgeoises. En Asie, en Amérique du Sud, en Australie, cette transformation ne peut se faire que sur le cours de la révolution prolétarienne, car celle-ci oppose au mécanisme économique bourgeois fondé sur la non-réalisation de la plus-value (et du maintien des marchés extra-capitalistes qui en résulte), le mécanisme opposé qui se base sur l'accumulation fondée sur les besoins des producteurs, ce qui implique la possibilité et la nécessité de l'industrialisation du monde entier.

La structure économique et sociale du pays le plus expansionniste de l'Asie, le Japon, où le grand capitalisme étend sa domination sur une économie agraire féodale, prouve que ce capitalisme ne peut avoir au Pacifique et en Asie le rôle qu'eut l'Angleterre sur l'Atlantique et en Europe, rôle avant-coureur des révolutions bourgeoises.

Il en résulte que les mouvements nationaux, d'indépendance nationale, qui eurent en Europe une fonction progressive parce qu'ils exprimaient la fonction progressive qu'avait alors le mode bourgeois de production, ne peuvent avoir en Asie que la fonction réactionnaire d'opposer, au cours de la révolution prolétarienne, les conflagrations dont sont seules victimes les exploités des pays en guerre, le prolétariat de tous les pays, seul triomphateur du régime capitaliste mondial.

3. L'évolution économique des Indes anglaises confirme l'inexistence d'une perspective d'extension du mode capitaliste de production qui, au travers des armées napoléoniennes, avait envahi l'Europe et frayé son chemin sur le continent américain où l'existence de matières premières abondantes constituant la base immédiate pour la production industrialisée, avait permis la construction immédiate d'un puissant capitalisme indigène. Les Indes n'évoluent pas vers la formation progressive d'une économie industrialisée non point parce que les matières premières y font défaut, mais parce que le régime capitaliste mondial n'a pas un tel avenir devant lui. Les anciens modes de production subsistent, la couche exploiteuse se transforme en une bourgeoisie indigène non en vue de la fondation et du développement d'industries locales, mais en soutirant le sang des exploités indigènes et en dirigeant les capitaux ainsi constitués dans le circuit financier des grandes banques métropolitaines où se scelle la complicité des capitalistes anglais et hindous sur le dos des exploités hindous.

Les pays soustraits à la Chine semblent avoir une fonction analogue à celle qu'eurent les Indes dans l'évolution du capitalisme international. La Mandchourie qui, pourtant, représentait un élément de convoitise du Japon, de la Russie, des Etats-Unis, de l'Angleterre, passa, en 1932, ouvertement sous l'influence japonaise, alors que l'Angleterre se bornait à faire présider par l'un des siens la Commission de la Société des Nations qui décida l'enquête et que les Etats-Unis se limitaient au principe de la « non-reconnaissance » du fait accompli. La Russie, quant à elle, devait, un peu plus tard, signer avec le Japon le pacte pour la

vente du chemin de fer de l'Est Chinois.

Les trois principes de Sun Yat Sen, consacrant la collaboration des classes, prônant l'indépendance de la Chine, reflètent bien les intérêts d'une bourgeoisie n'ayant pas d'horizon de développement industriel pour son économie et donnant aux conditions historiques où elle doit vivre — et qui la mettent à l'écart du développement industriel de l'économie — le drapeau de l'indépendance nationale, de l'anti-impérialisme, drapeau qui couvre désormais des centaines de milliers de cadavres de prolétaires et d'exploités amoncelés depuis dix ans que durent les tragédies sociales qui se déroulent en Chine.

La Mandchourie prouve aussi que la bourgeoisie chinoise est incapable, par ses seules ressources sociales, de maintenir en vie et de faire fonctionner un organisme social basé sur les anciens modes de production et devant servir de terrain commercial et financier à la bourgeoisie indigène et aux grands pays capitalistes. Le passage de ces pays sous le contrôle d'un impérialisme donné semble seulement pouvoir représenter la condition pour faire vivre un tel organisme social à cause de l'adjacence qui s'opère entre, d'une part, un marché du travail basé sur le servage et l'esclavage, et, d'autre part, la pression d'une bourgeoisie industrielle avec laquelle se croisent les intérêts de la bourgeoisie indigène. Enfin, ces immenses réservoirs de travailleurs condamnés à vivre à l'état de bêtes de somme n'excluent aucunement — ainsi que la Mandchourie le prouve — qu'après l'occupation japonaise, les intérêts des autres impérialismes soient sauvegardés sur la base du principe de la Porte Ouverte, alors que les intérêts de la bourgeoisie locale, dont le rattachement au Kuomintang était insignifiant, surtout au point de vue économique, ne pourront que progresser grâce à « l'ordre » apporté dans un régime d'exploitation gigantesque de la force de travail. Le seul et cruel sacrifié sera représenté par la force qui aurait pu agir sur ce tableau social et historique extrêmement compliqué : les exploités chinois, les ouvriers japonais, le prolétariat mondial.

La possibilité et la nécessité d'un croisement d'intérêts entre la bourgeoisie chinoise et les impérialismes des autres pays est confirmée par le développement gigantesque du port de Shangaï où les concessions internationales s'unifient avec les exploitations chinoises et avec tout un réseau colossal d'affaires qui s'y développent : les capitaux qui s'y forment ne suivent pas le cours des intérêts spécifiques du développement de l'économie chinoise, mais seront versés, par les bourgeois chinois eux-mêmes, dans les coffres de la finance internationale.

Il est très caractéristique qu'en 1935, huit ans après que le prolétariat chinois eût été massacré par le Kuomintang, l'état général de l'économie chinoise reste à peu près aussi désorganisée qu'auparavant, alors que, par contre, une centralisation s'opère dans le domaine monétaire, permettant ainsi une consolidation des intérêts de la bourgeoisie chinoise.

Les événements des dix dernières années qui caractérisent les événements en Chine, semblent indiquer que cet immense pays ne pourra pas trouver dans son prolétariat les forces indispensables à déterminer un mouvement dont l'enjeu ne peut être que le bouleversement du monde capitaliste ; ce sont surtout les prolétaires des pays industriels qui pourront prendre cette initiative et c'est ici que nous trouverons l'explication de la mobilisation monstrueuse des prolétaires européens et américains pour qu'ils associent leur sort à celui de la bourgeoisie chinoise dont les mains sont toute fraîches de l'égorgement des ouvriers de Shanghaï, Canton, de la Chine de 1927.

4. — Grâce à ses conditions géographiques concentrant de grandes masses dans l'archipel japonais, du fait de l'écart des voies des marchés mondiaux où il se trouve et à cause de conditions géologiques partiellement favorables à l'apparition de l'industrie, le Japon, dès 1890, prend une position de développement autonome par rapport aux autres pays de l'Asie. Son débouché naturel ne pouvait être représenté que par les territoires limitrophes et plus éloignés appartenant à la Chine. La progression économique du Japon à un rythme prodigieux fait désormais que ce pays peut rivaliser avec les grands impérialismes et se hisser de la position secondaire qu'il occupait en 1922 à la Conférence de Washington, à une position première où il affirme hautement sa prétention de devenir la puissance impérialiste fondamentale de l'Asie.

Les considérations émises quant à la solidarité fondamentale entre les pays hautement industrialisés et les territoires encore soumis à des modes de production pré-bourgeois, expliquent pourquoi l'impérialisme le plus intéressé à contrecarrer l'expansion japonaise, les Etats-Unis, se plie au sort qui lui est réservé, à cause de son éloignement l'empêchant de prendre la place du Japon dans la fonction de coordinateur de l'économie des territoires de l'économie chinoise. Après la cession des Philippines, l'Amérique se hâtera de prendre la première place dans le commerce du Japon, pays ayant devant lui une perspective de tout premier ordre à cause de l'immensité des territoires où il peut écouler sa production et étendre sa domination.

5. — Au cours solidaire des intérêts de la bourgeoisie chinoise et des impérialismes métropolitains pour le sauvetage du régime du capitalisme mondial, s'oppose le cours antagoniste de la lutte des exploités chinois et des prolétaires des autres pays pour la victoire de la révolution internationale. Aucune possibilité de manœuvre n'est possible : l'expérience a prouvé que le prolétariat international, lorsqu'il fut amené, par l'Internationale Communiste et la Russie Soviétique, à envisager la possibilité de révolutions bourgeoises et anti-impérialistes en Chine, s'est, en fait, sacrifié sur l'autel du capitalisme mondial.

Après l'Octobre 1917, la déclaration de la Russie Soviétique et de l'Internationale Communiste fut catégorique : rien ne serait maintenu des anciennes prérogatives czaristes en Chine. Les territoires qui, jadis, se trouvaient sous l'influence de la Russie czariste, n'étaient nullement abandonnés par la Russie Soviétique parce que cette dernière ne maintenait aucun contrôle sur ces pays, mais leur sort était confié aux forces spécifiques de la rédemption sociale : aux exploités indigènes en alliance avec les prolétariats des pays métropolitains en vue de la révolution mondiale. Les thèses de Lénine de 1920 sur la question coloniale et nationale révélaient le souci de ne pas compromettre l'éventualité historique de l'utilisation des mouvements d'indépendance coloniale, plutôt que de fonder une perspective révolutionnaire sur ces derniers. La thèse très ambiguë sur la sauvegarde de l'autonomie du parti du prolétariat, comme condition du passage à un accord avec la bourgeoisie coloniale (circonstance historique qui est à l'opposé des événements qui sont survenus), prouve que Lénine qui, en 1917, avait souscrit à l'abandon de tous les pays coloniaux de la Russie sans songer aux bourgeoisies nationales, ne tendait, en fait, qu'à ne pas interdire à l'Internationale l'exploitation de certaines conditions historiques qu'il croyait encore possibles.

La Nep, en Russie, avait fait surgir les prémisses de la dégénérescence centriste, car aux mesures économiques rendues indispensables par le reflux de la première vague révolutionnaire de l'après-guerre, s'ajoutaient les autres tendant à faire intervenir l'Etat ouvrier sur l'échiquier des compétitions inter-impérialistes en vue de gagner un répit pour attendre la nouvelle vague de la révolution mondiale. La Conférence de 1922, à Moscou, des peuples de l'Extrême-Orient, exprime ce nouveau cours qui devait emporter le prolétariat mondial et, en 1924, ce fut Trotsky qui ébaucha ouvertement — au travers des tractations avec la Chine pour le chemin de fer de l'Est Chinois — la perspective de faire surgir la révolution chinoise d'un plan de luttes anti-impérialistes, c'est-à-dire d'une coïncidence temporaire entre les intérêts du prolétariat mondial, des exploités chinois, de la Russie Soviétique, avec les intérêts de la bourgeoisie chinoise prétendûment portée à la guerre de libération contre les impérialismes.

Avec une logique cruelle, toutes les autres phases de la lutte sociale devaient se suivre. L'entrée du Parti Communiste Chinois au Kuomintang devait être payée par les prolétaires chinois avec les massacres de 1927 ; en 1931, la Russie, qui fait la guerre à la Chine pour garder l'Est Chinois, ne fait que montrer le chemin au Japon à qui, d'ailleurs, le vendra pour quelques millions ce même chemin de fer qu'en 1931 Staline, en parfait accord avec Trotsky, considérait comme un bastion de la révolution chinoise, russe et mondiale.

Actuellement, la Russie Soviétique se fraye, elle aussi, « sa petite place au soleil » et procède à des investissements de capitaux en Chine pour en extraire des capitaux qui serviront à renforcer l'équipement de son industrie de guerre.

La situation actuelle, qui voit la Russie s'indigner parce que ses compères, les brigands impérialistes qui signèrent la

Convention de 1922, ne veulent pas l'admettre dans le Comité restreint qui devrait examiner le mémorandum japonais, montre que nous sommes arrivés au point terminal d'un processus politique qui, s'étant départi du caractère progressif de la guerre d'indépendance coloniale et nationale, a abouti au massacre renouvelé des ouvriers japonais et chinois. Par là, on répète en Asie les gestes meurtriers d'Espagne, ce qui représente un nouvel anneau de la chaîne de l'orgie sanglante du capitalisme mondial. Non seulement les guerres coloniales n'ont aucun caractère progressif, non seulement leur fonction est profondément réactionnaire, mais elles ne sont, en effet, que l'expression visuelle et de surface d'une autre guerre, de la guerre réelle : de celle que développent solidairement les pays impérialistes et la bourgeoisie chinoise contre le prolétariat de tous les pays et les exploités de Chine.

6. — Avant les événements actuels en Asie, une tendance avait été esquissée par les bourgeoisies japonaise et chinoise pour résoudre à l'amiable et sans avoir recours à la guerre, les problèmes nouveaux qui surgissaient. Au début de 1936, une révolte militaire était suffoquée par le capitalisme japonais et, à la fin de la même année, c'est en Chine que Tchang-Sue-Lang fait prisonnier Chang-Kai-Shek dont les atermoiements sont condamnés en face de la pression japonaise.

Mais si le problème d'un partage entre les bourgeoisies chinoise et japonaise pouvait être résolu, ou tout au moins abordé dans une Conférence diplomatique, les problèmes sociaux, quant à eux, exigeaient impérieusement une solution au travers des cataclysmes violents, et le futil incident du 8 juillet 1937 fournira l'occasion pour l'embrasement non seulement des sociétés chinoise et japonaise, mais du monde entier.

Déjà en 1932, au cours de la première attaque japonaise contre Shanghaï, l'épisode de la 19e armée où les prolétaires passèrent à la lutte simultanée contre leurs généraux et les japonais, vérifiait la tendance réelle des événements d'Extrême-Orient, où les guerres entre les impérialismes ou de la bourgeoisie chinoise contre les impérialismes, ne sont que la face extérieure du conflit de classe opposant le capitalisme au prolétariat sur le plan international.

Les considérations contenues dans cette résolution permettent de comprendre pourquoi une ligne d'intersection pourra se manifester entre les intérêts de l'impérialisme japonais, des autres impérialismes et de la bourgeoisie chinoise au travers de la constitution de gouvernements autonomes (et sous le contrôle du Japon) dans les provinces de l'Hopei et du Chakar, où la bourgeoisie chinoise se trouve dans l'impossibilité d'assurer l'exploitation des gisements minéraux, mais à laquelle elle participera directement ou indirectement aussitôt qu'ils auront été mis en valeur par leur adjonction à l'appareil industriel du Japon.

7. — Au cours des événements en Chine, se reliant intimement avec la guerre impérialiste en Espagne, une convention « anti-communiste » a été signée à Rome : l'Italie a donné son adhésion au pacte déjà conclu entre l'Allemagne et le Japon en 1936. En même temps, parmi les conditions de l'ultimatum du Japon à la Chine se trouve la clause de la participation de la Chine à la « lutte contre le communisme ».

Il ne suffit nullement, pour comprendre la signification réelle de ce pacte, de considérer que cette « Triplice » se sert de l'anti-communisme pour dissimuler son intention hostile à l'égard de la Russie Soviétique. Il ne s'agit pas exclusivement des intérêts antagoniques du Japon et de la Russie, mais de la révélation d'un cours qui inspire désormais les situations dans tous les pays (au point de vue mondial) et dont l'enjeu n'est pas un Etat particulier, mais le prolétariat de tous les pays. La formule de Litvinof sur l'absurde représenté par l'invitation à la collaboration de l'agresseur pour faire cesser l'agression, est l'expression extérieure d'une autre formule et qui a malheureusement plein cours dans les situations actuelles et qui consiste à associer le prolétariat à l'œuvre de son massacre pour opposer, au cours débouchant dans la révolution communiste, le cours opposé conduisant à la guerre.

Il est possible que le pacte « anticommuniste » actuel soit la sentinelle avancée pour préparer la participation du prolétariat à une guerre où l'objectif apparent serait représenté par des territoires soumis actuellement au contrôle ou à l'influence de la Russie et où l'enjeu véritable serait, encore une fois, représenté par le carnage des prolétaires. Mais cette hypothèse ne suffit pas à expliquer la signification réelle de ce pacte : à l'encontre de ce qui arrivait dans la période ascendante du capitalisme et qui a été définitivement close en 1914, nous assistons aujourd'hui, non pas à une politique qui porte un Etat à souhaiter l'affaiblissement politique et matériel de l'Etat concurrent, mais à la politique opposée qui porte à soutenir le succès du « régime fort » au-delà de ses frontières et tend à déterminer deux blocs se reliant au-delà des frontières de chaque pays.

Pour ce qui concerne les événements actuels de l'Extrême-Orient, il est suggestif de remarquer que l'Allemagne, qui aida l'effort militaire et économique de la bourgeoisie chinoise pour se donner une armée régulière, a précisément signé le pacte avec le Japon qui fait la guerre contre la Chine. D'autre part, ce sont les pays dits démocratiques et la Russie Soviétique qui détiennent presque le monopole des matières premières pour l'industrie de guerre et ce sont les autres pays qui, pour faire cette guerre, doivent être alimentés par les Etats qui leur sont opposés. Enfin, les analyses économiques faites par les représentants de la bourgeoisie eux-mêmes prouvent, d'une façon irréfutable, que l'élément fondamental de la reprise économique (qui s'est déclarée après 1932) est dû uniquement à l'expansion gigantesque de l'industrie des armements dans tous les pays. Et, en même temps que les économies se raidissent sur leurs bases nationales, raréfiant ainsi de plus en plus les marchés mondiaux, ce sont l'Espagne et la Chine, les foyers où la guerre éclate, qui représentent aujourd'hui les marchés réels de l'économie bourgeoise. En dehors du commerce d'armes proprement dit, une réadaptation se fait dans l'économie mondiale et les pays qui ne fournissent pas directement ou indirectement des armes, prendront la place détenue précédemment par le pays en guerre et qui devront abandonner certains marchés pour se consacrer exclusivement à l'industrie pour la guerre.

Cet ensemble de faits impose désormais aux communistes de ne plus se fixer sur un seul aboutissant des situations actuelles dans le conflit inter-impérialiste mondial, face capitaliste de l'évolution à laquelle s'oppose l'autre face : la révolution. La prudence commande de retirer des événements la possibilité d'une autre perspective, de celle où, grâce surtout à la Russie Soviétique et aux partis communistes (Front Populaire), le capitalisme puisse parvenir à isoler les foyers de l'incendie social et révolutionnaire en déversant, dans le giron de guerres impérialistes isolées, les conflits de classe qui arrivent à leur extrême maturation.

8. — Les positions communistes en face des événements de Chine, d'Espagne et de la situation internationale actuelle, ne peuvent être fixées que sur la base de l'élimination rigoureuse de toutes les forces agissant au sein du prolétariat et qui disent au prolétariat de participer au massacre de la gerre impérialiste. Le communiste voit dans la couleur du drapeau, ou dans le programme affiché, autant de formes d'une croissante corruption du prolétariat, et qui sont agitées pour envoyer le prolétariat au carnage impérialiste. Trotsky, qui a une position d'Union Sacrée en Espagne et en Chine, alors qu'en France ou en Belgique il soulève un programme d'opposition au Front Populaire, est une maille de la domination capitaliste et aucune action commune ne peut être faite avec lui. De même pour ce qui concerne la Ligue Communiste Internationaliste de Belgique qui prend une position d'Union Sacrée en Espagne et internationaliste en Chine.

Le processus de la lutte de classe est intimement international, ce qui est d'ailleurs prouvé par le fait que tous les organismes agissant au sein du prolétariat se relient ouvertement (Front Populaire) ou indirectement (socialiste) au cours de la guerre impérialiste et, sous leurs deux éditions (ouverte ou tacite), ces organismes sont reliés, au travers de gouvernements, à des Etats ayant une nature ou une fonction impérialiste. Le prolétariat ne peut répondre à cette situation que par une position qui fait apparaître à l'intérieur de chaque pays, la situation réelle qui s'y déroule et dont l'expression achevée se manifeste dans les pays où les canons crachent la mort des prolétaires. En conséquence, le cours effectif de la lutte de classe dans chaque pays, pose le problème de l'antagonisme au capitalisme à la condition de considérer que les fractions de la gauche communiste sont les seuls organismes pouvant incarner le prolétariat. D'autre part, les luttes revendicatives acquièrent

une signification de classe uniquement au travers de la position internationaliste dans les conflits de Chine et d'Espagne, et cela, parce qu'ainsi elles décrochent les syndicats du mécanisme de l'Union Sacrée, laquelle, bien qu'elle porte ses fruits tragiques sous une forme achevée en Chine et en Espagne, n'en existe pas moins dans tous les autres pays où elle commande d'ailleurs toute l'évolution de la lutte des classes.

La C. E. de la fraction italienne de la gauche Communiste Internationale.

Le Japon et la Chine d'après les statistiques

On combat sans arrêt en Extrême-Orient. Le succès du Japon dès maintenant se dessine : il est en possession de la Chine du Nord qu'il convoitait. Ses troupes ont occupé toute la ligne ferroviaire Peiping-Suiyuan, soit dans la direction occidentale vers la Mongolie intérieure où l'on tente de créer, comme nous l'avions prévu en son temps, un Etat Mongol indépendant tout comme le Mandchoukouo. Les troupes japonaises progressent dans le Chansi dont elles ont occupé la capitale et elles pointent vers le Fleuve Jaune, cœur de la Chine. Finalement, il s'est installé solidement à Changhaï, grâce aux derniers événements.

Dans le Chansi, les troupes japonaises se sont rencontrées avec la 8e « Armée antijaponaise révolutionnaire et populaire », nom qui d'après la presse centriste résulte d'un accord intervenu entre le Komintang et le parti communiste chinois, pour l'ancienne Armée Rouge de Tchou De.

La même presse centriste ajoute aussi : « dès les premières escarmouches avec les Japonais, cette armée a infligé à l'ennemi plusieurs défaites graves ».

Au même moment s'intensifient les arrêts et les exécutions sommaires des « trotskistes » chinois (qui sont naturellement des « agents du Japon »), ce qui pour les centristes est le nom donné aux éléments révolutionnaires ainsi que nous l'apprennent les événements d'Espagne.

Mais cet argument nous pourrons l'examiner une autre fois. Nous voudrions maintenant donner des chiffres sur la situation économique des deux pays belligérants, lesquels serviront à une mise à jour et à compléter ce que nous avons déjà écrit sur l'Extrême-Orient dans cette revue. Ces chiffres sont retirés des annuaires officiels des deux pays, ainsi que de la Grande Encyclopédie soviétique laquelle, avec ses 65 volumes est assez sobre et contient des lacunes, surtout pour ce qui est du Japon.

***

Pour ce qui est de la superficie et de la population, le Japon est naturellement de loin inférieur à la Chine. La population du Japon proprement dite est de 69 millions selon le recensement de 1935 (98 millions si l'on compte la Corée, Formose, etc...) cela signifie une population relative de 189 habitants par Km2. Le Japon vient après la Belgique, la Hollande et la Grande-Bretagne, mais reste le pays le plus peuplé des pays extra européens.

De plus, le sol y est ingrat, la partie arable est seulement de 15 p. c. de la superficie. Cela signifie qu'avec une superficie cultivable qui est un vingtième de celle des Etats-Unis il doit alimenter une population qui est plus *de la moitié de ces derniers*. Le riz occupe les 55 p. c. de terrain arable et il forme avec la soya (espèce de fève) la base de la nutrition de la population laquelle, compte tenu du patrimoine zotechnique — même s'il n'y avait pas de misère — devrait être végétarienne par nécessité. Il est vrai qu'un complément de viande est fourni par la pêche qui est très abondante et sert aussi pour la nourriture des campagnes.

Le Japon est riche mais le peuple est pauvre, et cela confirme l'aphorisme qui dit que les pays les plus riches sont ceux-là où la population est la plus misérable. Cela est particulièrement vrai pour la population paysanne qui constitue les 46 p. c. de la population. Une statistique sur la moyenne des terrains possédés nous montre que :

35 p. c. des familles paysannes possèdent moins de 0,50 ha.

34 p. c. des familles paysannes possèdent moins de 1 ha.

21 p. c. des familles paysannes possèdent moins de 2 ha.

1 p. c. des familles paysannes possède plus de 5 ha.

Et pour ce qui regarde la forme d'exploitation, 35 p. c. travaillent eux-mêmes leur terre ; 27 p. c. la travaillent en métayers et le restant sous des formes mixtes.

La plus grande partie de la population possède insuffisamment de terres, lorsqu'elle en possède ; le riz ne suffit pas à alimenter la population et on doit en importer chaque année près de 9 à 18 millions d'hectolitres.

Cette situation misérable des classes paysannes qui se traduit par une moyenne de 4.000 conflits de métayers contre 600 conflits dans l'industrie, explique en grande partie les récents événements sensationnels dans la politique intérieure du Japon. La majorité des officiers inférieurs provient de cette classe paysanne mécontente et exploitée par le capitalisme. Comme on sait, le Japon a réussi au travers d'une exploitation sans précédent de la classe ouvrière, à devenir un pays prédominant sur le marché mondal où il fait la concurrence aux vieux Etats industriels de l'Occident. Et pourtant, pour le développement industriel, les conditions du pays sont les moins avantageuses. Modestes sont les ressources minérales, sauf pour le cuivre et le souffre, ce dernier à cause de l'état volcanique du pays. Il y a peu de charbon et encore de mauvaise qualité et le fer n'y existe pas.

C'est seulement ces derniers temps que la conquête de la Mandchourie et de la Chine du Nord, riches en gisements de fer et surtout en charbon à coke, rend le Japon un peu plus autonome de sa dépendance économique des Etats qui lui fournissaient ces matières nécessaires à son industrie.

L'industrie du textile forme les 30,4 p. c. de toutes les entreprises et les 44,8 p. c. de la main-d'œuvre employée. L'industrie de la soie reste à caractère domestique mais dans le tiussu de « rayon » elle est devenue un des grands producteurs mondiaux.

L'industrie du coton a acquis un caractère de grande industrie avec 10 millions de fuseaux et 300.000 métiers et c'est elle qui est en train de conquérir les marchés mondiaux.

Les ouvriers du Japon figurent dans les statistiques de 1935 an nombre de 5 millions 906.589 (dont 1.759.626 femmes) qui se répartissent ainsi :

Fabriques : 2.791.902 (1.162.033 femmes).
Mines : 274.804 (27.136 femmes).
Transports : 544.475 (72.374 femmes).
Manœuvres : 2.295.408 (498.086 femmes).

D'après les mêmes statistiques, il existe 998 syndicats avec 408.662 membres, c'est-à-dire les 6,9 p. c. du nombre total des ouvriers. Les femmes qui sont 23.927 représentent seulement 1,5 p. c.

Plus nombreuses sont les organisations de la paysannerie qui se partagent en Union des Petits Propriétaires (686 organisations et 49.645 membres) ; Union des Métayers (4.390 organisations dont 296 mille 246 membres) ; Union mixtes (2.219 dont 271.434).

Malgré que les organisations ouvrières soient entre les mains des réformistes qui sont bien les plus ignobles agents du capitalisme — les syndicats de classe furent à peu près détruits par la réaction « anticommuniste » du 28-31 — la classe ouvrière démontre une certaine combattivité qui résulte du nombre de grèves effectuées : les grèves qui avant 1914 étaient seulement 50, furent en 1919 de 497 ; ensuite ce fut une période de chute qui dura jusqu'en 1928. Un relèvement eut lieu de 1929 (571 grèves) à 1931 (998 grèves) ; ensuite une nouvelle chute qui dure encore aujourd'hui. Pour 1933 : 610 grèves avec 49.423 grévistes ; 1934 encore 626 grèves avec 49.536 grévistes.

Le chômage se monte à 360.750, soit 4,8 p. c. des 7.517.117 sujets à l'inspection de l'Etat. Il serait intéressant de pouvoir donner des chiffres plus précis sur l'exploitation de la classe ouvrière du point de vue des salaires et des heures de travail, malheureusement on sait bien que si les statistiques officielles abondent de chiffres sur les indices du coût de la vie et des salaires, on ne peut les employer pour voir clair dans ce domaine.

Pour la durée du travail, une statistique, toujours officielle, mais englobant seulement 7.514 entreprises avec 1.300.000 occupés, nous montre que les 36 p. c. travaillent 10 heures ; 39 p. c. 11 heures ; 14 p. c. travaillent 12 heures et il y a aussi

ceux qui travaillent 13 heures et plus, particulièrement dans les entreprises non inspectées.

***

La Chine, bien que mutilée de la Mandchourie, a une population calculée à 460 millions, presque un quart de la population du monde. Cela fait relativement les 85 p. c. par Km2 pour la Chine proprement dite et seulement 39 p. c. si l'on tient compte de toutes ses dépendances.

C'est naturellement un pays essentiellement agricole. Les 80 p. c. de la population vit de la terre. Sa superficie cultivable se monte à 1 million et demi de mou, soit 1/10e de la superficie totale (1). C'est le pays classique des petites exploitations à main-d'œuvre familiale et aux méthodes rudimentaires. La statistique gouvernementale démontre que les 46 p. c. travaillent leurs terres ; les 29 p. c. sont des fermiers et les 25 p. c. sont à exploitation mixte.

Une statistique qui nous montre un peu mieux quelle est la condition misérable des masses agraires en Chine est celle, pourtant sommaire, qui est fournie par l'Encyclopédie russe. D'après celle-ci il y a :

	0/0 de la paysannerie	Millions de mou de terre possédée	0/0 de toute la terre cultivée
	—	—	—
Latifundistes	4	700	50
Paysans riches	6	252	18
Paysans moyens	20	210	15
Paysans pauvres et travailleurs agricoles	70	210	15

De tout cela il résulte que la très grande majorité de la paysannerie chinoise possède une parcelle insuffisante de terre — si encore elle la possède — pour être d'autant plus accablée d'impôts plus ou moins légaux au travers des fermages exorbitants, des dettes, de sorte que, comme nous l'avons déjà dit, si elle échappe au fisc et à l'usurier elle tombe victime des famines, car la production du riz y est de beaucoup trop insuffisante et il faut encore en importer de l'Indo-Chine, du Siam, des Indes.

(1) Le mou = 674 m2.

Cela explique les troubles agraires qui ont formé l'histoire sociale de la Chine au travers les siècles et dont la soi-disant Chine soviétique est une manifestation.

L'industrie est encore à ses débuts et non en rapport avec les besoins du pays. On a beaucoup exagéré sur la richesse du sous-sol chinois ; on a fait un peu comme pour l'Ethiopie dont le fascisme a vanté les richesses et où aujourd'hui, la conquête faite, il se montre de plus en plus sceptique. La richesse de la Chine n'est pas le sous-sol mais le sol... naturellement pour les latifundistes et grands propriétaires.

Importants et bons sont les bassins charbonniers et, dans une plus petite mesure, les gisements de minerais de fer qui sont d'une basse teneur. De plus, c'est en Mandchourie et au Jehol où le Japon a déjà établi son emprise que se trouvent les plus importants gisements de ce minerais et du charbon.

La Chine doit importer encore aujourd'hui, comme nous le verrons, les produits manufacturés. C'est seulement récemment que le développement de l'industrie légère permet une certaine exportation de produits manufacturés pour les pays des mers du Sud.

Il nous manque malheureusement les statistiques complètes sur la situation de l'évolution industrielle pour toute la Chine. Un recensement du gouvernement, en 1934, porte un chiffre de 787.000 ouvriers industriels dans 2.700 entreprises ; 200.000 ouvriers des mines et 107.000 dans les P. T. T. et chemins de fer. Plus de la moitié des entreprises indiquées se trouvent à Changhaï.

Des calculs plus généralisés parlent de 1 à 2 millions d'ouvriers d'industrie. Naturellement dans un pays aussi peuplé que la Chine, les artisans et les employés dans la petite entreprise se comptent par millions et même par dizaines de millions lorsqu'il s'agit de l'agriculture. En effet, une statistique publiée par le Bureau International du Travail, en 1935, donnait presque 6 millions de sans travail dans 12 provinces seulement.

Pour ce qui est de la durée du travail, on peut affirmer que seulement dans les grandes entreprises elle est de 10 à 12 heures, alors que dans les petites entreprises l'horaire commun est de 14 heures pour une semaine de travail de

7 jours. C'est seulement dans quelques fabriques modernes et dans les usines d'Etat qu'on été introduites les 8 heures. Pour les salaires, on peut également affirmer que le standard de vie du prolétaire chinois est encore plus misérable que celui de son frère de classe japonais.

L'organisation syndicale fut naturellement anéantie par la contre-révolution du Komintang. Cette dernière, en un premier temps, chercha à créer partout de soi-disants syndicats sous sa direction, de façon à ce qu'elle put inscrire (d'après les statistiques du Komintang) 1.800.000 ouvriers dans 1.117 organisations.

Maintenant, au contraire, la plus récente statistique conforme à la nouvelle loi sur les Unions Ouvrières n'enregistre plus que 794 organisations avec 88.860 syndiqués (syndicats réorganisés d'après la loi et reconnus par l'Etat).

Les grèves déclarées par les statistiques oscillent entre 250 à 300 par an, dont plus de la moitié à Changhaï, à Tien-Tsin et dans quelques autres villes industrielles.

***

Le récent conflit armé entre le Japon et la Chine pose ce problème : quelle pourra être la réaction des impérialismes européens et américain qui ont leurs intérêts lésés par ce conflit ?

Commençons par examiner la part qu'ont dans le commerce japonais les différents pays, en nous basant sur la statistique officielle pour 1935.

	Commerce global (4.971 M. de yens)	Importation (2.499 M. de yens)	Exportation (2.472 M. de yens)
	(Yen = 8 francs)		
	—	—	—
Etats-Unis ...	1.345	810	535
Indes	595	306	276
Kouantoung .	326	26	300
Mandchoukouo	317	191	126
Australie ...	310	235	75
Chine	288	134	149
Angleterre ...	202	82	119
Allemagne ...	147	121	27

Il est à remarquer que le Kouantoung (c'est-à-dire le Port de Daïren donné en bail au Japon) est un commerce exclusivement de transit (comme pour la Chine c'est le cas avec Hong-Kong).

Si on examine les principaux produits d'importation et d'exportation, on constate que pour l'importation du coton brut on obtient 714,6 millions ; produits mécaniques (autos). 207 ; laine, 191,8 ; pétrole, 107 ; charbon, 49.

Pour l'exportation : tissus de coton pour 496,1 millions ; soie brute, 387 ; tissus de rayon, 128 millions.

Les chiffres pour 1936 sont les suivants :

Importation (2.764 millions de yens) : Coton brut, 31 p. c. ; laine, 7 p. c. ; mécanique, 10 p. c. ; pétrole, 7 p. c. : engrais, 4 p. c.

Exportation (2.864 millions de yens) : Tissus de coton, 18 p. c. ; soie brute, 15 p. c. ; bonnetterie, 3 p. c. ; mécanique, 3 p. c. ; conserves, 3 p. c.

Le commerce de la Grande-Bretagne est bien plus important et plus avantageux avec la Chine qu'avec le Japon, mais, au contraire, les Indes et l'Australie ont une balance commerciale favorable avec le Japon. L'expansion commerciale japonaise frappe les produits anglais (en 1935 pour la première fois le Japon a exporté plus de tissus que l'Angleterre) qui sont similaires mais elle ne nuit pas encore à l'Inde qui fournit au Japon ses filés de coton, ni à l'Australie qui lui vend la laine de ses moutons. Pour les Etats-Unis, ils ne sont en rien frappés par la concurrence japonaise parce qu'il s'agit de produits bien différents. Jusqu'en 1922, le Japon vendait aux Etats-Unis plus qu'il n'achetait, mais après la balance s'est renversée.

Si maintenant nous passons à l'examen du commerce de la *Chine*, examinons avant tout le tableau qui montre le pourcentage des pays dans son commerce global au cours de ces dernières années.

	1931	1932	1933	1934	1935
	(En 0/0)				
	—	—	—	—	—
Etats-Unis ...	18,8	21,1	20	23,2	20,7
Japon	23,9	17	11,8	13,6	15,2
Gr.-Bretagne..	7,8	10	10	11	9,8
Hong-Kong ..	15,8	8,7	8,5	8,2	7,6
Allemagne ...	4,5	6,5	6,5	7,1	8,8
Russie	3,4	2,1	1,4	0,9	0,8

De ce tableau résulte que les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne et l'Allemagne monopolisaient les 55 p. c. de tout le commerce chinois. Le chiffre doit certainement être plus élevé car il n'est pas spécifié d'origine au commerce de transit par Hong-Kong.

Si maintenant nous voulons apprécier la part des différents pays dans l'importation et l'exportation nous trouverons, toujours pour 1935, ce tableau :

Importation (919,2 millions de dollars chinois qui vaut 8 francs) : Etats-Unis, 18,9 p. c. ; Japon, 15,5 p. c. ; Allemagne, 11 p. c. ; Grande-Bretagne, 10 p. c.

Exportation (576,3 millions de dollars chinois) : Etats-Unis, 23,6 p. c. ; Japon, 14,7 p. c. ; Grande-Bretagne, 8,5 p. c. ; Allemagne, 5 p. c. ; Hong-Kong, 16,4 p. c.

La Chine montrait donc dans son bilan commercial un excès d'importation de 343 millions dont bénéficiaient les pays dans cette proportion : Allemagne, 21 p. c. ; Japon, 17 p. c. ; Indo-Chine, 16 p. c. ; Indes hollandaises, 15 p. c. ; Angleterre, 14 p. c. ; Etats-Unis, 11 p. c.

Pour ce qui est des principaux produits importés et exportés par la Chine, la même statistique montre :

Exportation : soie brute, 36,1 millions ; coton brut, 21,7 ; produits animaux, 80,3 ; engrais gras et cire, 31,7 ; métaux et minerais, 43,6 ; thé, 29,6.

Importation : tissus de coton, 45,2 millions ; laine, 20,6 ; machines, 65,9 ; métaux et minerais, 87,4 ; produits chimiques, 37,4 ; couleurs, 37,7.

Chiffres pour 1936 :

Importation (911 millions de dollars) : Produits chimiques, 27 p. c. ; produits mécaniques, 17 p. c. ; métaux et minérais, 11 p. c. ; papier, 6 p. c. ; fil de coton, 4 p. c.

Exportation (705 millions de dollars) : Produits textiles, 28 p. c. ; oléagineux, 13,2 p. c. ; métaux et minérais, 8 p. c. ; cuir, 6 p. c. ; thé, 4 p. c.

Si nous examinons maintenant les fluctuations successives jusqu'aujourd'hui telles qu'on les trouve dans les journaux, on voit que les Etats-Unis continuent à maintenir leur position prédominante, surtout parce qu'ils vendent à crédit. Ils s'adjugent ainsi les 20 p. c. de l'importation. Ils comptent sur le fait qu'ils sont le principal acheteur (autant que l'Angleterre, l'Allemagne et le Japon réunis) pour faciliter l'expansion de leurs ventes. Mais aussi l'Angleterre est en train d'adopter un programme d'assurances-crédits qui doit lui permettre le redressement de ses ventes, lesquelles après un recul de nombreuses années sont remontées de 10 à 12 p. c. L'Allemagne est passée de 10 à 15 p. c., grâce à la vente de matériel de guerre à la Chine, alors que le Reich signe un Traité anticommuniste avec le Japon dirigé contre la Chine. D'ailleurs le Japon non plus ne manque pas de vendre des armes à la Chine...

Le Japon maintient tant bien que mal ses 15 p. c. et cela surtout parce qu'il exploite la contrebande massive, le « trou » douanier qu'est le nord de la Chine occupé par ses troupes. Dans les premiers mois de 1937, avant le conflit actuel, le Japon a réussi à talonner les Etats-Unis, rejoignant les 20 p. c. du total du commerce chinois détenus par ces derniers et distançant l'Allemagne qui ne réalise que 15 p. c. Toutefois, il s'est manifesté à plusieurs reprises dans les milieux industriels japonais, un courant qui par peur d'un boycott effectif de leurs produits par la Chine, aurait voulu éviter un conflit armé entre les deux pays. Ce sont ceux-là mêmes qui voudraient une politique moins agressive envers l'U.R.S.S. par peur de mettre en péril l'accord vital des pêcheries japonaises dans les eaux russes et des concessions de minerais et de pétrole aux Iles Sakhalines.

*
* *

Passons maintenant de l'aspect économique à l'aspect financier, de l'importance de l'impérialisme étranger en Chine.

Si l'on fait abstraction des emprunts placés au dehors par le gouvernement chinois et des emprunts de chemins de fer garantis par lui, les capitaux privés engagés par des entreprises étrangères établies en Chine s'élèvent à 60 milliards de francs, dont 46 p. c. pour la Grande-Bretagne ; 33 p. c. pour le Japon ; 7 p. c. pour les Etats-Unis ; 4 p. c. pour la France et 3,5 p. c. pour l'Allemagne (1).

Le montant des emprunts étrangers restant à rembourser par les chemins de fer chinois s'élèvent à 6 milliards ; la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne se sont adjugées une bonne part dans la construction des 5.300 miles des nouvelles voies ferrées. L'influence des puissances occidentales s'est aussi manifestée dans la réforme monétaire de 1935 qui stabilisa le

(1) Une statistique américaine récente indique : 3 milliards de dollars investis, desquels 1 milliard 189.000 par la Grande-Bretagne ; 1 milliard 137.000 par le Japon ; 273 millions par la Russie et 197 millions par les Etats-Unis.

dollar chinois en le détachant de l'argent et en le dirigeant au travers d'un fond d'égalisation des changes (2). Depuis cette réforme, la circulation fiduciaire est passée de 300 millions à 1 milliard. Les revenus des douanes chinoises en 1936 dépassent de 150 millions de dollars le coût du service des dettes extérieures qui s'élèvent à 50 millions de livres et qui furent empruntées presque intégralement en Grande-Bretagne.

Tant le Japon que la Chine ont besoin d'argent pour faire la guerre. Le Japon dispose, il est vrai, d'une encaisse de 1.400 millions d'or qu'il peut consommer sans courir à la catastrophe comme l'a démontré l'Italie dans son entreprise africaine. Avec un budget déficitaire de 800 millions sur 2.800 milliards, dont la moitié est déjà dédiée aux nécessités militaires, il a exporté en 1937, 300 millions d'or aux Etats-Unis pour se préparer à la guerre. Le conflit actuel sert à accélérer la militarisation de son économie au travers d'un contrôle « totalitaire ». Après son « plan quinquennal » qui a doublé sa production industrielle, il veut maintenant augmenter encore le rythme, surtout pour l'industrie métallurgique et mécanique. Le commerce extérieur (dont le déficit en 1937 a augmenté de 65 p. c.) vient d'être rigoureusement contrôlé (le contrôle des changes existe déjà). On fait donc de l'inflation budgétaire et monétaire toujours croissante et le prolétariat qui a vu baisser ses salaires réels et qui a vu augmenter sa semaine de travail à 50 heures, sera obligé de faire de nouveaux sacrifices sur l'autel de la patrie... c'est-à-dire dans l'intérêt des requins de l'industrie de guerre.

La Chine se trouve économiquement en conditions plus mauvaises. Elle a obtenu récemment des crédits anglais, américains, français, hollando-suisses pour plusieurs millions de livres. Mais, s'il faut en croire le *Times*, il s'agirait d'opérations qui s'effectueront seulement après le conflit. Et on ne sait ce qu'il adviendra des fournitures données par la grande firme d'armes tchécoslovaque Skoda. D'autre part, il semble que déjà les 80 p. c. du bilan du gouvernement de Nankin soient absorbés par des frais militaires. Et comme nous le voyons, la Chine doit importer presque tout ce qu'il lui faut pour la guerre. Aujourd'hui, le Japon, maître des mers, peut envelopper les côtes et surtout Changhaï qui représente la voie d'entrée de 50 p. c. des importations chinoises.

*
* *

Si les pays intéressés se limitent aux bavardages de la Société des Nations ou de la Conférence toute récente de Bruxelles, alors qu'ils pourraient effectuer une pression économique sur les deux belligérants, c'est parce que les intérêts impérialistes s'entrecroisent, déterminant ainsi le désarroi et l'incohérence apparente de leurs attitudes envers le conflit sino-japonais. Toute leur action est purement platonique, à commencer par la protestation contre « l'agression » japonaise et le bombardement des villes ouvertes, protestations qui peuvent être utiles à la Chine dans la même mesure où elles le furent pour l'Ethiopie.

Très importants sont les intérêts des puissances en Chine, mais des intérêts d'une égale envergure rattachent ces mêmes puissances au Japon. Les Etats-Unis, du point de vue financier, ont une influence très limitée en Chine et doivent, d'autre part, ménager le Japon où la valeur de leurs affaires est quatre fois supérieure à celles qu'ils font en Chine. La Grande-Bretagne doit sauvegarder en Chine des intérêts qui se traduisent par 250 millions de livres, dont 50 en obligations du gouvernement chinois (la plupart de ces investissements, soit 180 millions, sont concentrés à Changhaï).

Toutes ces positions des impérialismes intéressés dépendent aussi du fait que le capitalisme, hier en Espagne, aujourd'hui en Chine et demain l'on ne sait encore dans quel nouveau foyer de guerre impérialiste, extrait de ces brasiers un double résultat : d'une part le massacre massif des prolétaires, d'autre part le débouché indispensable pour une industrie qui aujour-

(2) La hausse de l'argent due aux initiatives du président Roosevelt avait provoqué une fuite massive de l'argent aux Etats-Unis. Et la Chine, unique pays à l'étalon d'argent, subit une grave crise de déflation. Finalement, un accord intervient avec les Etats-Unis, par lequel au dollar instable et à la multiplicité des billets de banque on substituait la concentration de l'émission des billets et la constitution d'une réserve d'or par le troc des réserves chinoises d'argent contre de l'or américain.

d'hui, particulièrement, est représentée par l'industrie de guerre.

Ce sont ainsi les pays « démocratiques » qui trônent à Genève qui fournissent les moyens de destruction pour continuer le massacre, d'une façon « désintéressée », à l'un comme à l'autre des belligérants. L'Angleterre, championne de la démocratie, en fait, favorise actuellement « l'agresseur », le Japon, comme elle a favorisé le « fasciste » Franco. *Business is Business*, et avec cette maxime, Albion a construit son commerce et développé son impérialisme et tous les autres impérialismes — y compris le Japon — n'ont fait que suivre son exemple.

Gatto MAMMONE.

Mouvement Ouvrier International

LETTRE OUVERTE A LA REVOLUTIONERY WORKERS LEAGUE

Chers Camarades,

Voilà presque neuf ans, qu'ensemble, nous avons rompu définitivement avec l'aile contre-révolutionnaire qui, depuis, conduit le P. C.

Notre séparation était sensée représenter une réaction marxiste à la ligne opportuniste qui menait le prolétariat mondial de défaite en défaite. Bien qu'ensemble nous ayons rompu idéologiquement et organiquement avec le courant Staline-Boukharine, nous sommes restés séparés de vous pour la raison, qu'idéologiquement, nous étions rattachés à la Fraction de auche du Parti Communiste Italien dont les documents fondamentaux se trouvent dans les thèses de Rome.

Ces thèses contrastaient avec tout le passé politique de Cannon et de Schachtman qui, à cette époque, s'inspiraient des documents de l'Opposition.

Sous la direction de Léon Trotsky, l'Opposition Internationale de Gauche se prononça, dès le début, pour le redressement de l'Internationale Communiste. En ce faisant, elle négligeait la raison fondamentale qui avait porté les opportunistes à la tête de l'I. C.; raison fondamentale qui se retrouvait dans les nombreuses défaites du prolétariat, défaites sur lesquelles les contre-révolutionnaires basaient leur force, tandis que l'Opposition nageait dans cette illusion que le terrain idéologique se formait pour sa propre dissolution dans la pourriture de la IIe Internationale. Vous serez d'accord avec nous pour dire que Trotsky a fait, pour détruire le mouvement communiste, ce que Staline ne pouvait faire.

Quand le Bureau International désagrégea les groupes et les liquida en les faisant rentrer dans les Partis Socialistes, dès ce moment, les groupes disparaissent de l'horizon prolétarien.

Trotsky, sur la situation allemande, a échafaudé une théorie basée sur la possibilité d'une révolution prolétarienne à direction Centriste-Patricte. Cette conception négative de la nature de la bureaucratie et de l'opportunisme, ainsi que la conception antiléniniste de la signification historique d'un parti communiste ont amené pas mal de confusion dans les rangs de l'Opposition composée de nombreux communistes sincères. Notre fraction combattit toutes ces positions de Trotsky, tant sur le plan politique qu'organisationnellement et il ne peut en être autrement puisque la question d'organisation est reliée à la question politique.

Nous n'avons pas l'intention de retracer toute l'histoire — que vous connaissez aussi bien que nous — de l'Opposition de Gauche. Nous attirerons davantage votre attention sur quelques faits caractéristiques de la voie suivie par Trotsky.

Les méthodes léninistes d'interprétation du mouvement révolutionnaire du prolétariat, en vue de la réalisation de sa force historique, se sont toujours opposées, même depuis 1903, aux méthodes de Trotsky. Quand nous, communistes, déclarons que sans l'organisme historique le prolétariat ne peut vaincre, nous exprimons exactement (ce que démontre toute l'expérience d'après-guerre et particulièrement le conflit espagnol) que cette conception marxiste est toujours la bonne.

Quand, vous, camarades, avez brisé avec le Workers Party pour ne pas rentrer dans le Parti Socialiste, vous avez réagi sainement contre la position de Trotsky en vous dirigeant sur la voie du marxiste et la conception de l'indépendance de l'avant-garde communiste. En rompant avec Cannon et Schachtman, vous vous êtes rapprochés de nous et nous eûmes une longue discussion sur les plus importantes questions du mouvement ouvrier dans son ensemble. Nous savons que les résultats de cette discussion (trop mécanique et trop sectaire, non du point de vue politique, mais quant à la façon dont les groupes procédèrent) n'aida nullement à la création d'une fraction communiste américaine de gauche, nécessité préliminaire

pour construire, dans l'évolution de la lutte des classes et des événements révolutionnaires, un véritable Parti Communiste.

Quoiqu'il en soit, nous croyons que les événements mettent à l'épreuve la valeur des idées et des programmes. Le conflit espagnol donne l'occasion à tous les groupes de vérifier leurs théories et conceptions et de se rendre compte de la solidité ou de la faiblesse de leurs positions.. Celui qui perdrait l'occasion d'apprendre, au travers de la boucherie espagnole, les technique et tactique d'un capitalisme développé, n'est pas un marxiste.

Notre fraction, qui n'a rien pris de la théorie de la « Révolution Permanente », fait l'analyse critique de l'histoire du mouvement ouvrier. La grande œuvre de Lénine, avec la puissante expérience de la Révolution d'Octobre, étaient les seuls éléments qui, dès le début, permettaient de voir quelle était la situation en Espagne. Notre fraction n'a pas essayé de copier sur la situation historique qui apparut de Mars à Octobre dans la Révolution russe ; nous ne devons rien copier, mais nous devons faire une analyse critique de tous les événements. Appliquer à l'Espagne ce qui avait convenu à la Révolution d'Octobre, c'est ne rien comprendre aux différences entre les situations historiques et aux courants contre-révolutionnaires agissant dans le front prolétarien. Immédiatement après l'abandon de son arme : la grève générale, la seule pouvant désagréger et détruire l'Etat capitaliste, le prolétariat espagnol est devenu la victime de la classe capitaliste.

Quand l'insurrection est déclenchée, ou vous frappez durement et vous allez de l'avant jusqu'à la dictature du prolétariat — seule arme pour détruire votre ennemi — ou vous reculez. Dans la situation espagnole, quand le prolétariat, au lieu de diriger directement la grève générale contre l'Etat capitaliste, abandonna cette arme pour se diriger sur les fronts territoriaux, il se porta un coup terrible, dont les effets ne pourront difficilement être réparés avant longtemps.

C'est un fait que directement après les 4-5 jours de grève générale, la classe capitaliste continua à consolider son pouvoir. Notre fraction fut la seule, sous les injures et la calomnie de tous les partis et groupes et même au prix d'une scission en son sein, à défendre une position de classe. Pour notre Fraction, la situation contre-révolutionnaire s'ouvrit dès l'abandon, par le prolétariat, de la grève générale et non après la dissolution des comités antifascistes ou quand l'armée indépendante fut placée sous la direction centrale du gouvernement de Valence. Le fait était que les comités antifascistes, tout comme les milices indépendantes, étaient contrôlés par le même organe politique, à caractère contre-révolutionnaire.

Le mot d'ordre donné à cette époque par notre Fraction était : « Abandon des Fronts — Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » et toutes les conséquences qui s'ensuivent. Quelle est votre position actuelle, camarades du R.W.L., pas celle de juillet 1936?

Au meeting de la place Irwing, quand votre secrétaire Hugo Oehler exposa la position politique de la Ligue, nous crûmes comprendre que la position officielle était, à proprement parler, une « queue gauchiste » du Front Populaire. A ce meeting, nous avons vu clairement la position de tout les groupes américains : trotskystes, weibordistes, fieldistes et vous-mêmes qui, à notre avis, êtes un POUM américain, ce qui, du point de vue de classe, est la preuve que la position défendue par Oehler est contraire aux intérêts du prolétariat. Hugo Oehler, dans son exposé, a essayé d'éviter de préciser une position quelconque, mais — comme nous nous y attendions — il fut obligé de le faire au cours de la discussion. Tout d'abord, il n'a pas répondu aux questions posées par nos camarades; il s'attarda à répondre — bien que sous une forme très sarcastique — à tous les autres groupes. En répondant à d'autres questions, il répondit indirectement aux nôtres et particulièrement lorsqu'il critiqua les trotskystes pour avoir donné leur appui matériel au gouvernement de Valence. Voici ce qu'il dit à ce sujet : « Nous n'aidons pas le gouvernement de Valence, mais nous ne sabotons pas ces libéraux et autres qui envoient leur appui matériel au gouvernement de Valence ». Ce qui signifie qu'il restait neutre dans cette question vitale, tout en reconnaissant cependant que ce même appui matériel est utilisé contre ceux qui combattent le gouvernement réactionnaire de Valence.

Cette position est exactement celle prise par le parti socialiste italien pendant la guerre mondiale : « Ni appui, ni sabotage ». Cette position se situe quelque peu à droite de la ligne centriste de Balabanova, à Zimmerwald.

Sur la question de l'insurrection, également, Hugo Oehler fit un long exposé pour dire ceci : « Nous ne sommes pas pour le défaitisme de l'armée loyale ». Alors, vous soutenez l'armée capitaliste? ou êtes-vous entre les deux armées? Quelle est, en tout état de cause, votre conception de la Révolution? Le prolétariat peut-il vaincre sans détruire tous les organes qui constituent l'Etat capitaliste et dont l'armée est un des rouages essentiels? Aucune phraséologie révolutionnaire, ni parallèles historiques ne peuvent vous préserver de votre fausse position.

Objectivement, votre position consiste à maintenir les travailleurs dans l'illusion et, pour cela, vous aidez la bourgeoisie contre le prolétariat.

Si votre organisation se revendique de la « Révolution permanente » pour lutter contre la réaction en Espagne, côte à côte avec la démocratie, c'est que vous faites une différenciation de classe entre Fascisme et Démocratie, ce qui signifie que si demain l'Allemagne fasciste attaque la France ou la Tchécoslovaquie démocratiques, le devoir du prolétariat serait de combattre pour la défense de la Démocratie. Et cela nous conduirait à un nouveau 1914.

Camarades, nous savons que tous les membres de la R.W.L. ne sont pas d'accord avec ce qu'ont dit Oehler et le Comité Politique sur la question d'Espagne ; nous ne pouvons pas le croire. Vous pouvez penser que cette question ne concerne que la R. W. L.; nous pensons, nous, que cette question fondamentale concerne le prolétariat dans son ensemble et que vous ne la résoudrez pas au travers de discussions internes.. Quand surgit un problème qui concerne la classe, vous devez prendre position et lutter ouvertement, comme notre Fraction l'a fait, il y a un an, quand surgit la minorité.

Nous vous écrivons cette lettre parce que nous pensons que c'est notre devoir de dire ouvertement ce que nous pensons de la position politique de la R.W.L., et dans l'espoir, qu'ensemble, nous pourrons créer une section américaine des fractions de la gauche communiste internationale..

La Fédération de New-York
de la Fraction italienne
de la gauche communiste internationale.

REPONSE DE LA R. W. L.

Nous publions ci-dessous quelques extraits de la réponse de la R. W. L. à la lettre ouverte de nos camarades de New-York. Faute de place, il ne nous est pas possible de la publier en entier, mais nous pensons ne pas tronquer ainsi la position de ces camarades qui dans leur préface polémisent contre notre nom qui n'est pas marxiste (sic) parce que « dans les questions discutées au parti ou au groupe communiste, les marxistes sont aujourd'hui une fraction de « droite » contre les déviations opportunistes et, après demain, une fraction du « centre » quand ces deux genres de déviations devront être combattues à la fois ». En outre, il reste un chapitre sur « marcher séparément et frapper ensemble » qui n'est qu'une application corrigée à l'Espagne du mot d'ordre de Trotsky lors des événements en Allemagne. Ce chapitre est d'ailleurs réservé principalement à Trotsky et à ses amis.

LA REDACTION.

DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE

1. — La thèse de ceux qui adoptent la position du défaitisme révolutionnaire en Espagne débute par analyser avec raison que le soulèvement fasciste de Juillet a ramené à la surface la lutte fondamentale entre le Fascisme et le Communisme. Mais cette position en arrive à conclure que les révolutionnaires prolétariens ont été battus d'une façon décisive et que seule subsiste une guerre impérialiste. Les Bordiguistes et consorts ont fait cette affirmation avant le soulèvement de Barcelone. Ils firent un appel à leurs partisans pour qu'ils quittent le pays, la situation étant sans issue. Le soulèvement de Barcelone a prouvé la fausseté de cette position, a prouvé que bien que le conflit impérialiste soit en surface le plus important des phénomènes, la guerre civile restait, au sein de la société espagnole, l'aspect décisif de ce double antagonisme. L'élément de la guerre civile dans ce double antagonisme n'était pas seulement décisif du point de vue historique et potentiel, mais aussi comme élément concret des forces sociales espagnoles.

Pas même la défaite du soulèvement de Mai n'a placé le prolétariat et ses alliés dans une position de défaite décisive.

Une troisième insurrection est en préparation au cours de cette période révolutionnaire. Sa défaite terminerait cette agitation révolutionnairee, mais il y a des possibilités, en dépit des facteurs négatifs, d'utiliser la prochaine agitation comme un pas vers la dualité des pouvoirs, en établissant tout ce qui est préalablement nécessaire au succès de la révolution.

2. — La seconde importante erreur des thèses des ultra-gauchistes est leur manque total de compréhension des formes, particulières à l'Espagne, du Fascisme et du Réformisme.

Depuis que toutes les tendances du réformisme espagnol ont été balayées par la victoire du fascisme, pour ne pas parler du prolétariat et de la paysannerie, les masses sous le contrôle réformiste doivent lutter à mort contre le Fascisme. Cette contradiction entre le fascisme et les masses contrôlées par le réformisme n'est pas réfutée par le fait que les chefs et organisations réformistes sont les agents et les instruments qui pavent la route du fascisme et qu'ils sont les valets du capitalisme et de l'impérialisme au même titre que les fascistes.

La majorité écrasante du prolétariat se trouve dans les deux organisations syndicales, la C.N.T. et l'U.G.T. et les organisations paysannes sont sous le contrôle du front populaire. Leurs chefs réformistes les ont liées au bloc impérialiste anglo-français. Ces forces doivent être gagnées à la révolution prolétarienne. Cec forces ne peuvent pas être gagnées à la révolution prolétarienne sur la base d'un soutien du front populaire. Ces forces peuvent y être gagnées par la lutte contre le front populaire, utilisant une tactique juste. Mais ces forces ne peuvent pas être gagnées avec un mot d'ordre de défaitisme révolutionnaire, qui revient à mettre les deux groupes de belligérants sur le même pied sans faire aucune distinction. Les deux groupes impérialistes sont placés sur le même niveau et tous les deux doivent être combattus. Mais il faut employer des tactiques différentes pour combattre ces deux groupes en raison des contradictions fondamentales entre les impérialistes anglo-français, **au sommet**, et les ouvriers et paysans et leurs organisations sous contrôle réformiste, à la base.

3. — Ceci nous ramène à la politique de « Marcher séparément et lutter ensemble ». « Marcher séparément et lutter ensemble » c'est combattre les deux clans capitalistes, exactement ce que la politique du défaitisme révolutionnaire espère en vain de faire.

Parce que les deux clans capitalistes ne sont pas des valeurs égales, parce qu'à l'intérieur de la bourgeoisie « démocratique » existe une contradiction fondamentale par rapport au fascisme, la position ultra gauchiste fait le jeu des fascistes, tout comme la position des réformistes et des centristes fait le jeu du Front Populaire.

4. — Les révolutionnaires prolétariens travaillent à gagner les masses au renversement du gouvernement de Front Populaire aussi rapidement que possible afin de jeter la seule base permettant de vaincre le capitalisme et le fascisme. Mais ceci ne signifie ni n'implique le mot d'ordre de défaitisme révolutionnaire qui travaille pour la défaite de l'armée populaire au front. Au contraire, la prise du pouvoir par les soviets libère une force sociale centuplée qui sera utilisée au front contre le fascisme, qui renforcera le front contre le fascisme, dernière arme de défense capitaliste. C'est le Front Populaire qui sabote la guerre contre le facsisme, au front et à l'arrière, et non les révolutionnaires prolétariens.

COMBATTRE LES CAPITALISTES SUR DEUX FRONTS

La R.W.L. des Etats-Unis fait appel à une lutte contre le Capitalisme en Espagne sur deux fronts, contre les fascistes bourgeois et contre le front populaire bourgeois.

Depuis l'hégémonie du Front Populaire sur la majorité des travailleurs, au travers des réformistes, et puisque les fascistes détruiront toutes les organisations ouvrières, des tactiques différentes seront employées pour lutter contre ces deux branches du Capitalisme, pour utiliser la contradiction entre le Fascisme et le Réformisme.

Cela veut dire qu'au front la lutte se fera seulement sous le contrôle indépendant des ouvriers. Nous sommes opposés à l'envoi d'hommes à l'armée du Front populaire, à ce front. Ceux qui y sont détachés, sous l'une ou l'autre forme, doivent combattre pour « reprendre » le front, lutter pour les comités de soldats et pour réorganiser les milices ouvrières.

Mais parce qu'il y a beaucoup plus que l'évolution d'un conflit purement impérialiste où meurent des Espagnols pour des fins impérialistes, parce qu'il existe aussi une lutte entre le fascisme et la classe ouvrière, la lutte pour le front s'incorpore à la lutte pour la défaite décisive du fascisme.

Ceux qui se battent sous les ordres de Franco doivent être gagnés là où c'est possible ; ses lignes doivent être rompues. Ses forces, là où c'est possible, doivent être gagnées à la révolution. Derrière les lignes de Franco, là où travaillent des révolutionnaires, il faudra des mots d'ordre de fraternisation, des appels à la lutte pour vaincre l'armée de Franco.

Faire appel à la paix au front, comme faisant partie de la stratégie du défaitisme révolutionnaire, entre les forces fascistes et les ouvriers pris au piège dans l'armée populaire au travers du réformisme, c'est aider le fascisme contre les organisations ouvrières et paysannes. Le Fascisme écrasera ces organisations s'il prend le pouvoir.

Proclamer que la politique de « ni victoire, ni défaite » est la nôtre, c'est troubler l'eau. Le Front Populaire ne peut pas vaincre le fascisme d'une manière décisive, quand bien même le réformisme doit combattre le fascisme pour sauver sa propre existence. Seule la Dictature du Prolétariat peut vaincre définitivement le fascisme. Ce qui veut dire qu'avant que les luttes décisives contre le fascisme soient gagnées, nous devons renverser le Gouvernement de Front Populaire ; ce qui veut dire la DEFAITE du gouvernement de Front Populaire. Les ouvriers espagnols ont essayé deux fois, en Juillet et en Mai, de renverser le Front populaire tout en luttant contre le Fascisme, tout en marchant séparément, tout en luttant ensemble avec le Front populaire contre le Fascisme.

Abonnements

France : un an, 20 francs.
Belgique-Grand Duché du Luxembourg : un an, 20 francs.
Autres pays : un an, 24 francs.

L'I. O. S. et les échanges de presse

L'Internationale Ouvrière Socialiste nous informe que, « avec regret », elle ne peut continuer l'échange de ses « Informations » avec une revue « mensuelle ». Nous avions cru que les « Informations » avaient pour but de renseigner la presse internationale. Nous constatons que l'I. O. S. décide l'opportunité de ses échanges d'après le poids du papier et, par cela même, elle s'avère très mûre pour la « bolchévisation ».

Liste de souscription

Mathilde, fr. 38.10 ; Guilbert, 5 ; De Saint-Four, 5 ; Denise, 10 ; Granger, 30 ; G. Faure, 5 ; Liliane, 10 ; Illisible, 5. — Total : fr. 108.10.

A paraître :

La grève des ouvriers du pétrole au Mexique. (Grupo des Trabajadores Marxistes de Mexico).

« Il sème », bulletin de discussion intérieur, en langue italienne, de la fraction
Les lecteurs qui voudraient se le procurer sont priés d'envoyer la valeur d'un franc français, en timbres poste.

Nous recommandons vivement à nos lecteurs l'organe mensuel de la « Fraction Belge de la Gauche Communiste Internationale » :

COMMUNISME

Editeur responsable : A. Manne, 38, Place du Châtelain, Bruxelles (Belgique)

" Bilan" est en vente :

PARIS (FRANCE)
Librairie Farfalla, 269, Faubourg Saint-Antoine.
Libraire du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse.
Librairie Corti, 6, rue de Clichy, (9e).
Kiosque : 7, Boulevard Saint-Michel.
Kiosque : 47, Boulevard Saint-Michel.
Kiosque : Place de la République (coin rue de la Douane).
BRUXELLES (BELGIQUE)
Kiosque : Place de la Chapelle.
MARSEILLE (FRANCE)
Boulevard Garibaldi, face n° 26.

Les Arts Graphiques, s. c., 201, chaussée de Haecht, Bruxelles-3. Gér J. Léchevin